



Assemblée générale

PROVISOIRE

A/41/PV.14
2 octobre 1986

FRANCAIS

Quarante et unième session

ASSEMBLEE GENERALE

COMPTE RENDU STENOGRAPHIQUE PROVISOIRE DE LA QUATORZIEME SEANCE

Tenue au Siège, à New York,
le lundi 29 septembre 1986, à 10 heures

Président : M. CHOUDHURY (Bangladesh)
Puis : M. KNIPPING-VICTORIA (République dominicaine)
(Vice-Président)
Puis : M. HERRENBURG (Suriname)
(Vice-Président)

Nominations aux sièges devenus vacants dans les organes subsidiaires et autres nominations [18] :

a) Nomination d'un membre du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires : rapport de la Cinquième Commission

Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux : lettre du Président du Comité des conférences [8] (suite)

/...

Le présent compte rendu contient le texte des discours prononcés en français et l'interprétation des autres discours. Le texte définitif sera publié dans les Documents officiels de l'Assemblée générale.

Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être présentées, dans un délai d'une semaine, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, Département des services de conférence, bureau DC2-0750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Débat général [9] (suite)

Allocution de S. Exc. le très honorable Dató Seri M. Mahathir bin Mohamad,
premier ministre de Malaisie

Déclarations de

M. Abdel Meguid (Egypte)
M. Consalvi (Venezuela)
M. Mahabir (Trinité-et-Tobago)
M. Koroma (Sierra Leone)

La séance est ouverte à 10 h 20.

POINT 18 DE L'ORDRE DU JOUR

NOMINATIONS AUX SIEGES DEVENUS VACANTS DANS LES ORGANES SUBSIDIAIRES ET AUTRES
NOMINATIONS :

- a) NOMINATION D'UN MEMBRE DU COMITE CONSULTATIF POUR LES QUESTIONS
ADMINISTRATIVES ET BUDGETAIRES : RAPPORT DE LA CINQUIEME COMMISSION (PARTIE I)
(A/41/650)

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Au paragraphe 4 de son rapport (A/41/650), la Cinquième Commission recommande à l'Assemblée générale de nommer M. Ion Gorita, de la Roumanie, pour occuper le poste devenu vacant pendant la durée restante du mandat de M. Traian Chebeleu, c'est-à-dire jusqu'au 31 décembre 1988.

Puis-je considérer que l'Assemblée souhaite adopter cette recommandation?

Il en est ainsi décidé.

POINT 8 DE L'ORDRE DU JOUR (suite)

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR ET ORGANISATION DES TRAVAUX : LETTRE DU PRESIDENT DU COMITE DES CONFERENCES (A/41/595/Add.1)

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je voudrais maintenant inviter les membres de l'Assemblée à examiner le document A/41/595/Add.1 qui contient une lettre datée du 24 septembre 1986, adressée au Président de l'Assemblée générale par le Président du Comité des conférences. Ainsi que les membres en sont informés, l'Assemblée a décidé, aux termes du paragraphe 34 de sa décision 34/401, qu'aucun organe subsidiaire de l'Assemblée générale ne doit être autorisé à se réunir au Siège de l'Organisation pendant une session ordinaire de l'Assemblée, si ce n'est avec l'assentiment exprès de celle-ci. Comme il est indiqué dans la lettre que je viens de mentionner, le Comité des Conférences a recommandé que le Comité consultatif du Programme d'enseignement et d'information des Nations Unies pour l'Afrique australe, le Conseil d'administration du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'Afrique du Sud et le Comité des relations avec le pays hôte soient autorisés à se réunir pendant la session actuelle de l'Assemblée générale.

Puis-je considérer que l'Assemblée générale adopte cette recommandation?

Il en est ainsi décidé.

POINT 9 DE L'ORDRE DU JOUR (suite)

DEBAT GENERAL

ALLOCUTION DE S. EXC. LE TRES HONORABLE DATO SERI M. MAHATHIR
BIN MOHAMAD, PREMIER MINISTRE DE MALAISIE

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de S. Exc. le très honorable Dató Seri M. Mahathir bin Mohamad.

Son Excellence le très honorable Dató Seri M. Mahathir bin Mohamad, premier ministre de Malaisie, est escorté à la tribune.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : J'ai le grand plaisir de souhaiter la bienvenue à S. Exc. le très honorable Dató Seri M. Mahathir bin Mohamad, et de l'inviter à prendre la parole devant l'Assemblée générale.

M. MAHATHIR (Malaisie) (interprétation de l'anglais) : Permettez-moi tout d'abord, Monsieur le Président, de vous transmettre les félicitations les plus sincères et les plus chaleureuses de ma délégation à l'occasion de votre élection à la présidence de la quarante et unième session de l'Assemblée générale. C'est une source de plaisir et de fierté que d'avoir comme président une éminente personnalité d'un pays avec lequel la Malaisie a toujours entretenu des relations chaleureuses et fraternelles. Votre élection à l'unanimité en tant que président de cette Assemblée est la reconnaissance de vos talents et de votre expérience en tant que diplomate consommé.

C'est dans le même esprit que je souhaite exprimer notre reconnaissance au président sortant, l'ambassadeur Jaime de Piniés pour son apport précieux ainsi que pour l'impartialité et l'habileté avec lesquelles il a dirigé les débats de la quarantième session de l'Assemblée générale. La présidence de l'ambassadeur Piniés a également revêtu une importance toute particulière du fait qu'elle a coïncidé avec le quarantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies.

Au cours des dernières années, nous avons assisté avec un souci croissant au déclin constant de l'Organisation des Nations Unies. Allons-nous rester inactifs et regarder sans rien faire cette organisation sombrer d'une manière irréversible dans l'inutilité ou bien ne devrions-nous pas plutôt oeuvrer de concert pour redonner vie et signification à l'Organisation des Nations Unies? S'il fallait en juger par ce qu'ont dit les nombreux dirigeants mondiaux importants et illustres au cours de la quarantième session commémorative qui s'est tenue l'année passée, il

M. Mahathir (Malaisie)

semblerait que nous soyons tous d'accord pour reconnaître qu'il ne faut pas permettre que cette organisation subisse le même sort que celui de son prédécesseur, la Société des Nations. Avec le recul, nous savons tous maintenant pourquoi la Société des Nations a échoué et les conséquences qui s'en sont suivies. Peut-être serait-il bon pour nous de réfléchir sur les conséquences qui découleraient d'une Organisation des Nations Unies qui serait tellement entamée que ce deviendrait progressivement pour nous un rituel sans signification que de nous réunir ici une fois par an, de faire notre laïus, de rentrer chez nous et de tout oublier jusqu'à la prochaine session. A moins que des mesures réellement constructives ne soient prises pour remédier à cette situation, cette spirale descendante se poursuivra jusqu'à ce que l'existence même des Nations Unies soit mise en question; car, en dernière analyse, si cette organisation ne sert personne, alors pourquoi y adhérer?

Pour la majorité d'entre nous, les nations petites et en développement, un monde sans l'Organisation des Nations Unies est pratiquement impensable. En fait, de nombreuses nations ici doivent leur indépendance aux travaux de la Commission de décolonisation des Nations Unies. Pour nous, l'Organisation des Nations Unies dépasse un simple symbolisme. C'est dans l'Organisation des Nations Unies que repose notre espoir pour un avenir meilleur, pour la justice, la paix et la stabilité et pour la prospérité pour l'humanité tout entière. Il est par conséquent impératif que l'Organisation des Nations Unies conserve son utilité et sa signification, que son rôle soit renforcé et qu'elle ne soit pas soumise aux intérêts d'Etats ou de blocs individuels. En dépit des appréhensions que certains peuvent avoir à l'égard de l'Organisation des Nations Unies, n'oublions pas que celle-ci ne peut être que ce que nous voulons tous qu'elle soit. La réalité est que quelques nations riches et puissantes, en dépit des accusations qui sont faites à des "majorités automatiques" et à des résolutions "extrêmes" et "inutiles", ont toujours été avantagées dans le façonnement de l'Organisation. Si l'Organisation ne répond pas aux espoirs mis en elle, la responsabilité repose lourdement sur les épaules de ces mêmes nations puissantes qui s'attendent peut-être à voir dans l'Organisation des Nations Unies une créature à leur propre image, ne devant servir que certains objectifs bien précis, en faveur de certains intérêts particuliers.

M. Mahathir (Malaisie)

Certes, la responsabilité repose aussi, bien sûr, sur les petites nations en développement. Des considérations fondées uniquement sur des attitudes idéologiques ou politiques ne peuvent contribuer à des solutions raisonnables. En tant que petits pays en développement, nous devons garder présentes à l'esprit nos responsabilités, tout comme nous souhaiterions que les pays développés et puissants fondent leurs décisions sur des critères objectifs dans chaque cas particulier, en étant guidés par des principes qui sont au centre des idéaux des Nations Unies. Il nous revient donc nécessairement de tempérer la majorité dont nous disposons en fonction de ce qui est utile, pratique et réaliste. Plus important encore, nous ne devrions pas permettre que l'on nous utilise comme intermédiaires, fondant nos décisions sur des attachements idéologiques ou des intérêts de bloc, sans égard aux principes en cause.

M. Mahathir (Malaisie)

Certains parmi nous adhèrent à ces principes du bout des lèvres mais restent étrangement muets lorsque cela leur convient et lorsque ces principes sont foulés aux pieds. D'autres également méconnaissent ces principes, violent l'intégrité territoriale et la souveraineté d'Etats plus petits ou plus faibles, et ont recours aux armes et à leur puissance militaire. Nous autres, petites nations, exerçons nos responsabilités de Membres de cette organisation avec maturité, sens de la mesure et de la justice et fair play.

Ce n'est pas un hasard si certaines nations qui ont été parmi les fondateurs et les pionniers de l'Organisation des Nations Unies, ont été de plus en plus déçues par l'Organisation à la suite de l'augmentation du nombre de ses Membres qui a résulté de la décolonisation. C'est à ce moment-là que l'on a commencé à parler de "la tyrannie de la majorité", des majorités "automatiques" du tiers monde contre les intérêts de certaines nations. En même temps, il est devenu en quelque sorte de bon ton, dans certains milieux, d'attaquer et de dénigrer l'Organisation des Nations Unies, en évoquant ses "budgets gonflés" et ses résolutions "extrémistes" et "inutiles".

En fait, il est simpliste et même dommageable pour l'Organisation que de prétendre qu'il n'est pas nécessaire d'y apporter des améliorations et qu'on ne peut pas la rendre plus efficace. Certes, au cours des années, le "superflu" s'est accumulé, lequel doit être "éliminé".

Son efficacité doit périodiquement être passée en revue pour que son rôle soit renforcé, mais la motivation de l'amélioration du fonctionnement de l'ONU doit toujours reposer sur les principes consacrés dans la Charte. Alors que l'Organisation des Nations Unies ne semble pas avoir échappé aux effets de la récession mondiale, attribuer la crise financière actuelle aux versements tardifs de certains pays Membres serait dénaturer grossièrement les faits.

L'actuelle crise de trésorerie est le résultat, d'une part, de la retenue de contributions ordinaires à l'Organisation et, d'autre part, du nombre pléthorique de fonctionnaires au sein du Secrétariat. Tout en nous félicitant des efforts tentés par le Groupe des Dix-Huit pour réduire le nombre de fonctionnaires au Secrétariat et rationaliser les procédures administratives et budgétaires de l'Organisation, nous ne saurions accepter l'idée que les contributions obligatoires d'un Etat Membre quelconque puissent être retenues pour faire accepter de force des

M. Mahathir (Malaisie)

conditions unilatéralement décidées par la législature de cet Etat Membre. Même si les règles et procédures actuelles peuvent ne pas être au goût de tous les Etats Membres, tout effort tenté pour les amender doit être entrepris conformément aux procédures convenues et au système en place. La suggestion qu'un Etat Membre, qu'il soit grand ou petit, puisse unilatéralement imposer ses conditions ne pourrait que provoquer des précédents difficiles et contraires à l'esprit et à la Charte sur lesquels l'Organisation a été fondée. Les règles et procédures établies autour de la notion fondamentale de l'égalité des Etats ne doivent pas être entamées car c'est l'un des piliers fondamentaux sur lesquels a été créée l'Organisation.

Quelle que soit notre insatisfaction devant l'Organisation des Nations Unies, notre qualité de Membre de l'Organisation exige que nous acceptions certains principes fondamentaux et agissions conformément à certaines règles de base convenues. La question en jeu n'est pas celle du contrôle grâce aux voix de la majorité, mais bien celle du processus qui exige tant de temps et d'efforts par lequel on cherche à résoudre, grâce à la compréhension et au consensus, les problèmes auxquels les Membres dans leur ensemble sont confrontés.

Alors qu'on entend formuler tant de critiques à propos de l'inefficacité de l'ONU dans certains milieux, ces mêmes milieux restent étrangement muets à propos des domaines où l'ONU a véritablement échoué, et ce non pas faute d'avoir essayé mais tout simplement à cause des obstacles qui ont rendu inapplicables nombre des résolutions des Nations Unies sur certaines questions. En d'autres termes, l'ONU a échoué à cause de l'attitude des grandes puissances.

Nous sommes indignés de constater qu'en dépit de nos efforts pour mettre un terme, après tant d'années, au système de l'apartheid en Afrique du Sud, ce système existe toujours, bafouant tous les principes de la dignité humaine. Nul parmi nous ne saurait nier que, sur le plan moral, ce qui se passe en Afrique du Sud est absolument indéfendable. Pourtant, ce système diabolique existe parce que quelques nations riches et puissantes, qui peuvent faire beaucoup pour le démanteler, refusent de se joindre à toute action importante qui puisse y mettre un terme. Alors que, d'une part, ces nations condamnent l'apartheid, elles continuent par ailleurs de l'alimenter en refusant d'abandonner des politiques fondées sur "l'engagement constructif" et "la persuasion discrète", qui à l'évidence ont échoué. Pourtant, on sait que ces mêmes nations ont imposé des blocus navals lorsqu'elles voulaient résoudre leurs propres problèmes.

M. Mahathir (Malaisie)

L'apartheid est un système qui a institutionnalisé le racisme aux fins d'établir et maintenir la domination d'une minorité blanche sur une majorité noire. Les événements récents qui ont eu lieu en Afrique du Sud ont indéniablement prouvé que Pretoria ne se laissera pas convaincre d'abandonner sa politique d'apartheid. En fait, le régime est décidé, catégoriquement et sans réserve, à maintenir et appliquer l'apartheid. Par conséquent, poursuivre davantage encore une politique telle que celle de "l'engagement constructif" reviendrait à envoyer des signaux erronés à Pretoria.

Ce qu'il faut maintenant, c'est s'engager de manière sérieuse sur la voie des sanctions. Certains pays ont argué que les sanctions seraient inefficaces et ne feraient qu'imposer des difficultés économiques aux Etats de première ligne et aggraver la situation des Noirs en Afrique du Sud. Il a été reconnu que les sanctions ne seraient pas sans douleur pour les Etats africains voisins et les Noirs qui vivent en Afrique du Sud, mais les indignités dont ils sont l'objet depuis si longtemps du fait de l'apartheid ne sont-elle pas incomparablement plus pénibles? En outre, si nous sommes véritablement déterminés, nous pouvons faire beaucoup pour alléger ces souffrances et obtenir des résultats plus rapides.

Les Noirs qui vivent en Afrique du Sud et dans les Etats de première ligne savent très bien ce qui les attend. Les puissances coloniales ont structuré les économies de ces Etats de façon à les rendre complètement dépendantes de l'Afrique du Sud. Il est donc facile au régime de Pretoria d'exercer des représailles efficaces. Cela peut même être encore plus efficace du fait de la volonté de l'Afrique du Sud de saboter les lignes de communication, notamment celles des pays enclavés. L'Afrique du Sud est aidée en cela par des rebelles qui sont alimentés par certains pays.

Le Sommet des non-alignés, à Harare, a décidé la création d'un fonds de solidarité pour l'Afrique australe, mais il est nécessaire d'obtenir l'appui du monde occidental et du Japon si l'on veut que cette aide soit efficace ou substantielle. Lors du blocus de Berlin, un immense pont aérien a été organisé pour briser le blocus. Le contre-blocus de l'Afrique du Sud doit être brisé de la même manière et avec la même détermination par le reste du monde épris de liberté.

M. Mahathir (Malaisie)

Tôt ou tard, le gouvernement fantoche qui siège à Pretoria et sa politique odieuse d'apartheid devront disparaître. Nous devons tous faire en sorte que cela se produise le plus vite possible. Nous devons nous engager à tout faire pour isoler l'Afrique du Sud et contribuer à assurer que l'approvisionnement et l'assistance parviennent aux Etats de première ligne.

Il est temps que les pays qui professent de nobles principes et qui sont toujours prêts à condamner et même à renverser certains pays du tiers monde, prétendument coupables de répression de la liberté, traduisent leurs paroles en actes. L'Afrique du Sud doit être libérée. La Namibie doit être rendue à son peuple sur la base de la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité, sans qu'il soit question de "couplage". Il est inacceptable que les Namibiens soient maintenus en otages à cause des "méfaits" d'un pays totalement différent du leur.

Le problème palestinien est une autre question pour laquelle l'Organisation n'a rien pu faire, en dépit du fait que ce point figure régulièrement à l'ordre du jour, et ce pratiquement depuis la création des Nations Unies. Le fait que ces dernières sont incapables de régler cette question d'importance fondamentale a pour résultat de maintenir toute la région du Moyen-Orient dans un état d'agitation constante.

La question de Palestine s'est posée dès la création d'Israël, laquelle s'est faite aux dépens de la population de la Palestine, qui a été privée de ses biens. Etant donné qu'Israël doit son existence à la décision adoptée en 1948 par les Nations Unies et que cette décision a été respectée et appuyée par les grandes puissances, il incombe à ces mêmes puissances, si ce n'est à Israël, de respecter et d'appuyer les résolutions que les Nations Unies ont adoptées par la suite sur la même question.

On ne saurait inverser le cours de l'histoire et l'on doit accepter la réalité, de même que le peuple palestinien doit accepter sa propre réalité, avec son histoire, ses traditions, sa culture et son identité nationale. C'est également un fait que les Palestiniens sont devenus un peuple de réfugiés qui, depuis deux générations, naissent dans des camps de réfugiés et sont pourchassés, persécutés, bombardés et dénigrés.

Ce dont on est témoin en fait, c'est de l'holocauste du peuple palestinien. D'un côté, Israël se voit en quelque sorte donner carte blanche et a toute liberté de faire ce qui lui plaît, grâce à l'appui et à la protection des superpuissances, qui sont en mesure de déjouer toute tentative de règlement juste par la communauté internationale. Il est évident qu'en l'absence d'une politique impartiale de la

M. Mahathir (Malaisie)

part des superpuissances, les Nations Unies seront dans l'impossibilité d'agir. Les frontières d'Israël continueront de s'étendre, Israël annexant à volonté les terres arabes, et toute mesure prise par Israël, aussi horrible qu'elle soit, sera justifiée sous le prétexte de la sauvegarde de sa sécurité nationale.

D'un autre côté, à l'inverse d'Israël, le peuple palestinien n'a aucun recours légitime, étant donné les ressources limitées dont il dispose. En même temps, il doit faire face à une presse hostile, dirigée par des sionistes. Les Palestiniens doivent donc, contrairement aux Israéliens, livrer un combat inégal pour faire triompher leurs droits et leur identité. Dans ce processus, les Palestiniens ont toujours été condamnés par le monde, qui oublie qu'Israël est lui-même le fruit du terrorisme et que sa politique constante d'intimidation, de harcèlement et de représailles à l'encontre des Arabes vivant dans les territoires occupés et ailleurs est tout simplement une politique fondée sur le terrorisme.

A ce propos, qu'il me soit permis de déclarer catégoriquement que mon pays se joint à la communauté internationale pour condamner le terrorisme. Il est vraiment significatif que les Nations Unies aient pu adopter par consensus une résolution condamnant le terrorisme. Les actes de terrorisme commis par des gouvernements doivent également nous préoccuper. Si nous ne devons pas nous montrer sélectifs en condamnant le terrorisme, nous ne devons pas non plus oublier le fait que des politiques telles que celles pratiquées par Israël sont fondées sur la terreur et incitent à une riposte fondée sur cette même psychologie de la terreur. Si nous voulons vraiment condamner le terrorisme et le combattre, nous ne devons ni nous montrer sélectifs ni recourir au terrorisme en tant que contre-mesure.

Dans plusieurs des crises graves qui secouent le monde, la majorité des Etats sont réduits à l'état de simples spectateurs, incapables d'agir ou d'exercer une quelconque influence, ne pouvant faire autre chose qu'exprimer leur indignation et lancer des appels. Même dans les cas de conflits locaux et apparemment limités, il est facile de voir le rôle joué en coulisses par un acteur plus important, qui alimente le conflit. Notre incapacité d'agir est encore plus marquée lorsqu'une grande puissance est impliquée et qu'elle fait fi ouvertement de tous les principes fondamentaux de la Charte des Nations Unies. Mais, en tant que petits pays en développement, nous devons cependant continuer de dénoncer bien haut tous les cas de violation et de non-respect de principes importants comme la souveraineté nationale et l'intégrité territoriale des Etats. En tant que petits pays, nous sommes tous les victimes potentielles de ce genre de violations.

M. Mahathir (Malaisie)

Le cas de l'Afghanistan constitue un exemple du genre. Un pays indépendant et souverain est envahi et occupé par l'un des pays les plus puissants du monde. Que l'Union soviétique, membre permanent du Conseil de sécurité et l'un des pays auxquels l'on s'attend voir confier les questions de la paix et de la sécurité mondiales, se rende coupable d'un tel acte ne peut que nous plonger dans un état permanent de crainte. Nous ne pouvons accepter ce qui se passe en Afghanistan comme un fait accompli. Nous devons continuer de condamner l'action de l'Union soviétique et celle de ses fantoches alors que la majorité du peuple afghan, en dépit de terribles difficultés, continue de lutter contre l'agression et d'y résister.

De même, la communauté internationale ne doit jamais accepter l'invasion vietnamienne au Kampuchea. En fait, la communauté internationale a, maintes et maintes fois, réitéré sa condamnation du Viet Nam, mais ce pays persiste néanmoins dans son intransigeance en rejetant tous les efforts de règlement pacifique. Il s'agit là d'une attitude véritablement arrogante, renforcée par le ferme appui que ce pays reçoit d'une superpuissance. Il est ironique que le Viet Nam, lui-même soumis à une longue lutte contre la domination étrangère, s'efforce à présent d'imposer sa domination à un pays voisin, petit et faible.

Tout comme nous appuyons les moudjahidin d'Afghanistan, nous devons appuyer la vaillante lutte du peuple du Kampuchea. Bien que la Malaisie et les pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) se félicitent des efforts déployés par la résistance kampuchéenne sous la direction du prince Norodom Sihanouk, nous n'avons cessé de préconiser un règlement négocié. C'est dans ce contexte que nous demandons instamment au Viet Nam de reconsidérer son rejet de la proposition en huit points présentée par le Gouvernement de coalition du Kampuchea démocratique.

De l'avis de la Malaisie, cette proposition contient les éléments d'un cadre constructif de négociation pouvant conduire à un règlement pacifique et global, du fait qu'elle repose sur une politique de réconciliation nationale comprenant toutes les parties. La proposition prévoit également la tenue d'élections libres avec la participation de toutes les parties intéressées. Il s'agit là assurément d'une proposition juste et réalisable, conforme au principe de l'autodétermination et aux principes des Nations Unies. Le Viet Nam semble cependant vouloir rejeter tout ce qui n'est pas sa propre solution militaire.

M. Mahathir (Malaisie)

En Amérique centrale, les superpuissances et leurs intermédiaires s'efforcent toujours de façonner des gouvernements et des pays à leur propre image grâce à la subversion et en provoquant et en dirigeant des rébellions. Est-ce que la majorité de cette Organisation a tort lorsqu'elle condamne ces actes? S'il existe une majorité automatique, les grandes puissances de leur côté n'ont-elles pas tendance à utiliser automatiquement leur force brutale lorsqu'elles n'aiment pas la position prise par la majorité?

Une des questions les plus difficiles qui se posent à nous est la question du désarmement, que cette Organisation examine depuis de nombreuses années. Il est évident que le problème du désarmement ne peut être traité efficacement si les grandes puissances ne sont pas prêtes à négocier l'arrêt de la prolifération et l'élimination éventuelle des arsenaux nucléaires. Nous avons déjà accumulé assez d'engins nucléaires pour anéantir le monde. Même si on devait décider de s'en débarrasser, ce ne serait pas possible. Nous sommes déjà condamnés à une menace permanente de radiations et de destruction. Le jugement dernier est peut-être plus proche qu'on ne le pense.

Il est effrayant d'imaginer que la survie de l'humanité puisse dépendre d'un équilibre de terreur. Les Malaisiens sont qualifiés de barbares parce que nous avons pendu des Blancs coupables de trafic de drogues comme nous pendons les autres pour le même délit. Comment devrions-nous alors appeler les gens qui menacent d'anéantir la race humaine pour servir leur stratégie guerrière?

On ne saurait servir la cause de la paix en consacrant des ressources rares à la production d'armes nucléaires. Si les superpuissances cessent d'accroître leur arsenal nucléaire, nous ne leur demanderons pas de consacrer ce budget à l'élimination de la pauvreté, de la famine et de la maladie. Ils pourront le consacrer à leurs besoins propres, cela vaudra sûrement mieux que de fabriquer inutilement ces horribles armes indestructibles.

Depuis la précédente session de l'Assemblée générale en 1985, la situation économique mondiale s'est beaucoup aggravée. Nous nous réunissons aujourd'hui à New York à un moment où la plupart des pays en développement connaissent des difficultés énormes sur le plan économique. Les économies sapées des pays en développement, au cours des derniers mois, sont sans précédent. Le fardeau de la dette est à son maximum et les termes de l'échange ne font que se détériorer.

M. Mahathir (Malaisie)

Nous ne voulons pas accuser les pays riches de tous nos malheurs mais il n'en demeure pas moins que leur action est à l'origine de notre crise économique sans précédent.

Citons par exemple la dette nationale. Lorsque, dans les sept pays riches, il y avait déséquilibre du commerce extérieur, ils y ont remédié en imposant une réévaluation du yen et du deutsche mark. Plusieurs pays de l'Asie du Sud-Est contractent beaucoup d'emprunts en yen. La réévaluation du yen a augmenté les dettes japonaises de la Malaisie de 60 p. 100. D'autres pays se trouvent dans une situation encore plus critique.

Si le problème est dû à l'entrée massive des importations japonaises en Europe et en Amérique du Nord, les pays pauvres auraient moins pâti si on avait imposé des droits d'importation très élevés. Mais la réévaluation du yen, qui a bouleversé notre économie, n'a rien fait pour limiter les importations de biens japonais en Amérique du Nord et en Europe.

Tous les pays en développement dépendent de l'exportation de leurs produits de base pour obtenir des devises étrangères. Tous ces produits sont maintenant à des prix très bas; pour certains il a diminué de plus de 60 p. 100. Une combinaison de facteurs a entraîné cette baisse généralisée des prix.

En premier lieu, la nouvelle technologie a rendu les matières premières traditionnelles inutiles. Ou de nouveaux matériaux à un prix moindre sont fabriqués, comme la fibre de verre qui remplace maintenant le fil de cuivre dans les télécommunications, ou les quantités utilisées sont réduites de telle sorte que les matières premières sont devenues inutiles. En même temps, la nouvelle technologie a considérablement augmenté la production de matières premières.

Il en découle donc un engorgement, aggravé encore lorsque les pays riches subventionnent la production et la vente de leurs produits de base. Les pays pauvres ne pourront jamais subventionner leurs industries dans une telle mesure et, de ce fait, ils perdent leurs marchés traditionnels.

Si, dans le passé, les termes de l'échange étaient tels que nous devions vendre de plus en plus de produits de base afin de payer de moins en moins de produits fabriqués, aujourd'hui nous ne pouvons même plus vendre plus de produits de base pour acheter des produits manufacturés encore plus chers. Et les gouvernements ont de plus en plus de difficulté à amasser suffisamment de devises étrangères pour rembourser leurs dettes.

M. Mahathir (Malaisie)

La chute des prix des produits de base entraîne une réaction en chaîne : toutes les activités économiques sont au ralenti ou au point mort. Comme d'habitude, c'est à ce moment-là que les créanciers deviennent plus rapaces.

Par conséquent, comment peut-on honnêtement dire que les pays riches développés ne sont pas responsables de nos malheurs économiques? Comment pouvons-nous envisager sereinement les prochaines réunions des sept nations industrialisées les plus riches?

Par ailleurs, il y a aussi à l'heure actuelle un système financier et monétaire inadéquat. Les nations souveraines ne sont plus maîtresses de leur propre monnaie. Les spéculateurs, y compris les banques, peuvent à leur discrétion entraîner des fluctuations dans le prix des devises. En fait, le courant des devises a maintenant remplacé le courant commercial des biens. La situation est anarchique et les gens exacts doivent trouver un nouveau système monétaire approprié pour résoudre les problèmes des pays créanciers et débiteurs.

Tout d'abord, les pays créanciers devraient contribuer à l'augmentation du taux de croissance des pays endettés. Il faut réduire les taux d'intérêt, stabiliser les taux de change, réduire les déficits budgétaires, planifier la reprise économique dans les principaux pays développés et augmenter l'accès aux marchés pour les exportations des pays en développement.

En outre, les institutions financières internationales devraient fournir les fonds qu'exigent les projets à long terme dans les pays en développement tout en maintenant le financement des projets à court terme. C'est dans ce domaine que les Nations Unies et leurs institutions ont un rôle important à jouer.

La Malaisie a tout récemment pris l'initiative de promouvoir la coopération économique entre les pays en développement en accueillant la deuxième Conférence internationale Sud-Sud, ou Sud-Sud II, à Kuala Lumpur. De nombreux économistes, spécialistes et hommes d'Etat du tiers monde se sont réunis pour discuter la situation économique mondiale et les moyens d'améliorer la situation économique dans les pays en développement. Nous ne saurions accepter que les sept riches aient le droit exclusif d'imposer leurs propres solutions aux problèmes économiques du monde. Leur système de taux de change nous a déjà appauvris davantage. Une Commission indépendante du Sud a été créée sous la présidence de l'ex-président Julius Nyerere pour étudier et nous proposer des mesures pratiques. Nous espérons que les Nations Unies et les Etats Membres aideront cette commission dans toute la mesure du possible.

M. Mahathir (Malaisie)

La Malaisie tient à se joindre aux autres pays en développement pour lancer un appel aux pays développés, leur demandant de traiter d'une manière juste et équitable les diverses questions qui relèvent de l'économie internationale afin d'assurer une croissance économique soutenue et stable et de promouvoir un système commercial et financier international susceptible de répondre aux besoins de toutes les nations. C'est dans cet esprit que la Malaisie se félicite de la nouvelle série de négociations commerciales multilatérales qui s'est tenue récemment à Punta del Este

M. Mahathir (Malaisie)

Le problème international des stupéfiants est une question importante à laquelle nous devons consacrer d'urgence notre attention. Ses manifestations actuelles, y compris l'assujettissement de nations entières, exigent de plus en plus de mesures internationales concrètes et décisives pour surmonter cette menace. La Malaisie se félicite donc qu'une conférence internationale sur l'abus et le trafic illicite des stupéfiants soit prévue pour juin de l'année prochaine. Sachons profiter de cette occasion pour canaliser toutes nos ressources et combiner tous nos efforts pour éliminer ce fléau qui sape la vitalité de nos pays.

En Malaisie, nous luttons à fond contre la menace des stupéfiants sous toutes ses manifestations, avec toutes les ressources dont nous disposons. Nous avons pendu et continuerons de pendre les vendeurs et les trafiquants conformément à nos lois, sans distinction de couleur ou de croyance. Plutôt que d'être hypocrites, nous préférons être moins populaires dans certains milieux. C'est seulement quand des criminels de ce genre sauront qu'ils ne pourront pas jouir de leurs biens mal acquis qu'ils s'arrêteront. Pour ces criminels, la peine de mort n'est qu'une juste punition, car seule la mort arrêtera ces vendeurs de misère et de mort.

Pour nous, la bataille ne fait que commencer. La communauté internationale doit déclarer une guerre généralisée à l'abus des stupéfiants et le trafic de ces substances mortelles. La Conférence internationale sur les stupéfiants devrait dégager non seulement un plan d'action déterminé, mais également une volonté politique ferme de la part de tous les pays qui y participent, au niveau politique le plus élevé, de faire le maximum. Nous devons remuer ciel et terre pour explorer toutes les possibilités dans notre guerre contre cette menace. Nous voudrions qu'un engagement politique soit énoncé dans un communiqué ou une déclaration conjoints. Il s'ajouterait au plan de mesures multidisciplinaires global. A notre avis, il est essentiel d'exprimer une volonté politique si nous voulons appliquer avec succès les mesures que nous avons tracées. Une fois qu'un engagement politique aura été pris, nous devons nous attaquer à la source même des stupéfiants avec toutes les armes dont nous disposons, où que ce soit. Une guerre généralisée doit être entreprise et cette guerre doit être internationalisée. Une lutte pour détruire la production est trop étendue et trop coûteuse pour que les pays producteurs puissent la mener seule.

M. Mahathir (Malaisie)

Je me félicite de l'intérêt que vous avez montré pour la question de l'Antarctique, Monsieur le Président, et de l'appui apporté par l'Assemblée dans ce sens. Cet engagement positif des Nations Unies encourage la Malaisie et les autres Etats qui partagent la même opinion à cet égard, à poursuivre l'objectif qui consiste à faire de l'Antarctique une zone appartenant à l'humanité tout entière et non à quelques-uns seulement.

L'importance de l'Antarctique pour l'humanité ne fait aucun doute. C'est pour cette raison que nous ne devons jamais céder aux pressions exercées par certains milieux pour nous faire revenir sur notre engagement. L'Antarctique devrait être placé sous un régime internationalement accepté et il devrait être géré au profit de l'humanité tout entière. Nous sommes toujours décidés à oeuvrer en faveur de ces objectifs avec toutes les parties intéressées, y compris les Parties consultatives au Traité de l'Antarctique. Malgré nos efforts, il n'y a pas eu de consensus l'an dernier. Les Parties consultatives ont décidé de rester inflexibles et indifférentes aux vœux sincères de la majorité.

Nous cherchons simplement à avoir plus d'informations et une étude plus détaillée et à jour sur l'Antarctique, plus d'informations sur les négociations portant sur le régime gouvernant les ressources minérales et une réponse des parties consultatives à la suite de l'appel de l'Assemblée générale des Nations Unies pour exclure l'Afrique du Sud de toute participation aux réunions des Parties consultatives au Traité de l'Antarctique. Toutefois, cette demande raisonnable et empreinte de modération s'est révélée inacceptable.

Nous ne recherchons pas l'affrontement. Nous ne voulons pas non plus menacer la sécurité et les intérêts des Parties consultatives, pas plus que nous ne voulons détruire le cadre qu'elles ont édifié. Ce que nous voulons, c'est un système internationalement accepté de gestion de l'Antarctique qui réponde aux intérêts de l'humanité dans son ensemble. Ce que nous voulons, c'est améliorer la situation actuelle qui est déficiente et favorise l'exclusivité, et qui n'est donc pas en harmonie avec les aspirations internationales.

Nous sommes très conscients de notre engagement, qui nous semble très clair. Nous ne devons pas cesser de chercher à atteindre les objectifs que nous nous étions fixés en 1982. La non-coopération et la non-participation des Parties consultatives ne nous empêcheront pas de poursuivre ces objectifs. C'est la

M. Mahathir (Malaisie)

prérogative des Parties consultatives de décider si elles désirent ou non participer à ces efforts, mais, quant à nous, notre décision est prise. C'est pourquoi nous demandons instamment aux Parties consultatives d'oeuvrer avec nous pour réaliser ces objectifs universels.

Pour conclure, je voudrais réaffirmer l'appui et la fidélité de la Malaisie aux Nations Unies. Si cette organisation doit continuer à contribuer à la paix mondiale et au progrès de toutes les nations, grandes et petites, nous devons respecter nos obligations et nos responsabilités envers les Nations Unies. Les grandes puissances ne doivent pas s'attendre à ce que les Nations Unies se contentent de les servir et les pays en développement doivent, eux aussi, se laisser guider par le même principe. Il faut leur redonner vie et leur permettre de servir l'humanité tout entière. Les grandes puissances ont une responsabilité particulière quand il faut préserver le rôle des Nations Unies, car c'est elles qui auront toujours le plus de poids pour les faire ou les défaire. Et même pour elles, quelle option y a-t-il? Uniquement, peut-être un retour à l'unilatéralisme et un système d'alliance, avec tous les dangers qu'il comporte.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Au nom de l'Assemblée générale, je remercie le Premier Ministre de Malaisie pour la déclaration importante qu'il vient de faire.

M. Mahathir bin Mohamad, premier ministre de Malaisie, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

M. ABDEL MEGUID (Egypte) (interprétation de l'arabe) : Monsieur le Président, permettez-moi de vous dire pour commencer combien je suis heureux de vous transmettre nos cordiales félicitations à l'occasion de votre élection à la présidence de la quarante et unième session ordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies. Cette élection est un hommage à vos efforts constructifs et à votre grande habileté diplomatique. Elle est également l'expression de l'appréciation de la communauté internationale à l'égard du rôle de premier plan joué par le Bangladesh dans la promotion de la cause de la paix et de la sécurité internationales.

M. Abdel Meguid (Egypte)

Plus d'un quart de siècle s'est écoulé depuis que l'Assemblée générale a adopté sa résolution 1378 (XIV), en date du 20 novembre 1959, dans laquelle elle affirme que la question du désarmement général et complet est la question la plus importante à laquelle le monde ait à faire face aujourd'hui. Néanmoins, en dépit des appels répétés de la communauté internationale en faveur de la réalisation de cet objectif, les résultats acquis laissent beaucoup à désirer.

Le danger d'une guerre nucléaire est toujours présent car il se nourrit de la rivalité et de l'absence de confiance qui régissent les relations entre les deux superpuissances, de la possibilité d'une erreur de calcul, et de l'augmentation des stocks d'ogives nucléaires, dont le total a atteint le nombre impressionnant de 80 000, suffisant pour détruire le monde plusieurs fois.

En sa qualité de membre du Mouvement des pays non alignés, l'Egypte se félicite de la reprise du dialogue entre l'Union des Républiques socialistes soviétiques et les Etats-Unis d'Amérique sur de nombreuses propositions visant la conclusion de nouveaux accords sur la limitation des armements nucléaires, la prorogation d'accords existants ou la ratification de ceux qui ne l'ont pas encore été. Cela est de bon augure, et nous espérons sincèrement qu'un dialogue constructif s'instaurera et que les pourparlers aboutiront à l'adoption d'un accord ou d'accords visant à limiter l'arsenal des armements nucléaires des deux superpuissances. Nous attachons une grande importance à la convocation du prochain sommet entre les dirigeants américain et soviétique, réunion susceptible de donner un nouvel élan énergique aux efforts visant à mettre un terme à la course aux armements.

La troisième Conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires a réussi, l'année dernière, à adopter par consensus un document final qui reflète la volonté politique de la communauté internationale. Nous espérons qu'un nouvel élan sera ainsi donné aux efforts de non-prolifération. Les Etats dotés d'armes nucléaires et, en particulier, les deux superpuissances qui disposent des arsenaux nucléaires les plus importants, sont investis d'une responsabilité spéciale à l'égard du désarmement nucléaire.

L'Egypte estime que le Traité sur la non-prolifération, instrument international aux dispositions contraignantes, ne suffit pas en soi pour garantir la non-prolifération horizontale et verticale des armes nucléaires. Ce traité doit

M. Abdel Meguid (Egypte)

être assorti de dispositions parallèles visant à écarter le danger nucléaire qui menace l'humanité. Ces dispositions devraient comprendre la création de zones exemptes d'armes nucléaires. Depuis 1974, l'Egypte a pris l'initiative d'appeler à la création de zones exemptes d'armes nucléaires au Moyen-Orient. Elle a également parrainé tous les projets de résolution adoptés par l'Assemblée générale à ses sessions successives afin de parvenir à cet objectif.

Ces derniers temps, le monde a été frappé par une série d'actes terroristes qui ont coûté la vie à un grand nombre de civils innocents et inspiré des sentiments d'horreur et de préoccupation dans les coeurs de tous. Face à une menace aussi flagrante aux droits de l'homme, aux échanges commerciaux et au tourisme, nous estimons que la communauté internationale a le devoir d'adopter des mesures collectives, politiques ou juridiques, pour faire obstacle à ce phénomène, de manière à garantir la sécurité personnelle et économique de tous les pays du monde et de leurs citoyens.

A sa quarantième session, l'Assemblée générale a adopté par consensus la résolution 40/61, dans laquelle elle appelle tous les Etats à envisager de devenir parties aux conventions internationales existantes, mesure juridique qui, entre autres, permettrait à la communauté internationale de coopérer à la solution de ce problème. Par cette résolution, l'Assemblée demande également instamment aux Etats Membres d'adopter des mesures individuelles et collectives dans le cadre de la coopération politique pour éliminer les causes qui sous-tendent ce phénomène. Néanmoins, il ressort clairement d'un examen attentif des dispositions qui ont été effectivement appliquées qu'il faut d'urgence adopter d'autres mesures collectives efficaces.

Partant de la position de l'Egypte selon laquelle une politique effective reposant sur des fondements juridiques solides doit être adoptée pour lutter contre ce fléau, le président Mohamed Hosni Moubarak a proposé, dans la déclaration qu'il a faite devant l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe en février dernier, la convocation d'une conférence internationale sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies en vue de conclure un accord international réglementant la coopération entre les Etats pour combattre et dissuader le terrorisme, accord qui comblerait les lacunes existant dans les instruments internationaux actuels. L'accord envisagé devrait tenir compte du lien étroit existant entre, d'une part,

M. Abdel Meguid (Egypte)

la recherche de solutions justes aux causes sous-jacentes du problème et, de l'autre, l'adoption des mesures nécessaires pour y faire face. Le Gouvernement égyptien mène actuellement des consultations sur cette proposition afin de déterminer les principaux éléments qui pourraient être incorporés dans l'accord envisagé et le moment opportun de sa présentation officielle à l'Assemblée générale.

Depuis plus de 30 ans, la région du Moyen-Orient est une arène de guerre et de destruction du fait de la persistance du conflit arabo-israélien et de la naissance du problème palestinien, presque aussi ancien que l'Organisation internationale elle-même. Ce conflit a coûté des milliers de vies et a entraîné l'épuisement de ressources précieuses. Il a également plongé la région dans un labyrinthe de polarisation internationale, de guerre froide et d'ingérence directe et indirecte.

Notre longue expérience, par le fait que nous avons vécu les différentes étapes de ce conflit, en période de guerre comme de paix, notre profonde connaissance de ses éléments et dimensions ne renforcent que plus notre conviction que la question du peuple palestinien est au coeur de ce conflit.

L'expérience historique unique que l'Egypte a vécue en menant les batailles de la guerre et de la paix renforce notre conviction que le dialogue et la négociation sont le meilleur moyen de parvenir à un règlement global, juste et durable du conflit, à l'écart de l'esprit d'affrontement et à l'abri de la violence qui pousse la région et ses peuples dans l'impasse.

Cette voie n'est pas facile mais c'est sans doute la seule voie fiable, la seule méthode correcte pour parvenir au règlement pacifique des différends sans renonciation aux droits reconnus et sans compromis sur des questions de principe. L'accord conclu entre l'Egypte et Israël sur les conditions d'arbitrage en ce qui concerne l'emplacement de certains postes frontière litigieux sert d'exemple du respect de la légitimité internationale et de la pratique de la diplomatie tranquille fondée sur la légitimité internationale, les dispositions de la Charte et les règles du droit international. L'Egypte espère que cette démarche servira d'exemple à tout ayant droit qui, pour recouvrer sa terre, ne devrait jamais hésiter, ni craindre la négociation et le dialogue aussi longtemps qu'il est sûr de ses arguments, de ses faits et de l'appui que la légitimité internationale accorde à leurs revendications.

M. Abdel Meguid (Egypte)

Il est plus que jamais nécessaire d'instaurer la paix entre les peuples et les Etats de la région et de jeter les fondements de la réconciliation historique longtemps attendue entre les pays arabes et Israël. Le règlement pacifique du conflit, y compris la solution du problème palestinien sous tous ses aspects, serait ainsi possible. L'un des aspects les plus troublants de la situation est l'inertie qui a paralysé, ces dernières années, le processus de paix, car cette inertie risque de se transformer en régression.

M. Abdel Meguid (Egypte)

Dans ses sérieux efforts visant à relancer le processus de paix, l'Egypte considère le sommet d'Alexandrie, qui s'est tenu au mois de septembre entre le président Mubarak et le Premier Ministre israélien, comme une étape vers une souplesse accrue, une plus grande conscience du caractère crucial de la question palestinienne et un élément clef à la solution d'ensemble du conflit arabo-israélien. Cette solution n'est possible que si l'on accepte l'idée de convoquer une conférence internationale sur la paix au Moyen-Orient en tant que cadre de négociations où toutes les parties directement intéressées au conflit, y compris l'OLP, y participeraient sur un pied d'égalité. Les négociations devraient être préparées avec beaucoup de soin, et le Conseil de sécurité jouerait son rôle primordial en tant qu'organe chargé du maintien de la paix et de la sécurité internationales.

En raison de sa situation géographique, de ses relations et de sa longue association à la cause palestinienne, l'Egypte est bien placée pour agir en partie prenante au différend afin de trouver une solution durable juste et globale au conflit du Moyen-Orient, et en particulier à la question palestinienne. C'est pourquoi l'Egypte a demandé que l'année 1987 soit l'année des négociations en faveur de la paix au Moyen-Orient.

Dans la région arabe, l'Egypte a agi sérieusement et de façon responsable. Elle a demandé la coordination des positions, l'élimination des divergences et l'adoption d'une stratégie pacifique qui assureraient la mise au point d'une nouvelle action collective internationale en faveur de la paix dans la région.

En raison des bonnes relations qu'elle entretient avec tous les membres permanents du Conseil de sécurité, l'Egypte est à même d'engager un dialogue responsable pour créer les meilleures conditions à la convocation d'une conférence internationale sur la paix au Moyen-Orient.

L'Egypte n'ignore pas qu'une nouvelle phase d'actions diplomatiques internationales est sur le point de commencer, ce qui permettrait de relancer le processus historique de paix et de le faire aboutir. Sans aucun doute, cette nouvelle offensive diplomatique réaffirme la validité de la démarche préconisée par l'Egypte, à savoir, faire passer la région d'un Etat de guerre à la paix et à la coexistence grâce à la reconnaissance des droits, à l'élimination de l'injustice et à la guérison des blessures.

M. Abdel Meguid (Egypte)

La légitimité internationale, telle qu'elle est énoncée dans la Charte de l'Organisation internationale assure le droit inaliénable à l'autodétermination de tous les peuples du monde, sans exception. Elle représente le cadre approprié à notre action internationale collective future. Les résolutions des Nations Unies relatives au conflit arabo-israélien au cours de ses longues années, et notamment les résolutions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale qui ont toujours exprimé un consensus international, représentent la base de cette légitimité internationale qui nous permet de chercher à appliquer les dispositions figurant dans ces résolutions.

La diplomatie égyptienne s'est inlassablement efforcée de créer les conditions internationales et régionales nécessaires à l'instauration d'un climat favorable à la préparation de la conférence internationale sur la paix au Moyen-Orient en tant que cadre de négociations et de dialogue auquel toutes les parties au conflit participeraient. L'Egypte coordonne ses actions avec les puissances internationales et avec les diverses parties arabes, et en particulier avec une nation soeur, la Jordanie, et avec l'OLP, le seul représentant légitime du peuple palestinien. Parmi les éléments essentiels à l'instauration d'un tel climat, figure l'adoption d'une position arabe solide qui repose sur l'attachement au droit légitime des peuples arabes et palestiniens à la restitution de leurs territoires occupés sur la rive occidentale, y compris Jérusalem arabe, Gaza et les hauteurs syriennes du Golan, et l'attachement à l'exercice par le peuple palestinien de son droit à l'autodétermination et à la création de son propre Etat sur son territoire en coordination avec la Jordanie.

La diplomatie égyptienne a toujours affirmé que la mise au point d'une formule acceptable pour la coopération entre la Jordanie et l'OLP, le seul représentant du peuple palestinien, est un facteur indispensable et vital à une évolution dans la bonne direction.

Ainsi, l'Egypte estime que l'accord jordano-palestinien de février 1985 constitue non seulement une des bases de l'action coordonnée mais également une garantie supplémentaire de la solidité des positions palestiniennes et arabes au cours des négociations et au-delà.

La mise en place de l'édifice d'une paix juste et globale mettrait un terme aux souffrances des masses palestiniennes dans les territoires occupés. Elle

M. Abdel Meguid (Egypte)

mettrait également un terme aux politiques et aux pratiques israéliennes qui portent atteinte aux droits de l'homme dont on a constaté les violations au cours des longues années d'occupation militaire israélienne.

La ferme position de principe de l'Egypte à l'égard de la situation au Liban a consisté à soutenir son gouvernement légitime et à demander à tous les Libanais, quelle que soit leur croyance, ou leur affiliation, de serrer les rangs et de préserver l'unité de leur pays de manière à restaurer sa stabilité et à fermer la porte à toute possibilité d'ingérence étrangère et faire valoir leur volonté de liberté. L'Egypte exige le retrait de toutes les troupes étrangères du Liban et le respect de sa stabilité, de sa souveraineté et de son intégrité territoriale. L'Egypte rend hommage à la force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL), pour le rôle constructif qu'elle a joué pour maintenir la paix dans ce pays. L'Egypte demande à toutes les parties de respecter cette présence internationale importante.

La situation dans le Golfe demeure explosive. La poursuite du conflit armé entre l'Iraq et l'Iran menace la sécurité, la paix et la stabilité dans toute la région. C'est pourquoi, il est devenu impérieux que la communauté internationale redouble ses efforts pour mettre un terme à l'effusion de sang de cette guerre destructrice. La gravité de la situation réside dans l'aggravation continue du conflit, année après année, entre deux peuples musulmans voisins. La position de l'Egypte au sujet de ce différend a été très claire et constante et elle est bien connue de tous. L'Egypte continue à faire tout ce qui est en son pouvoir pour parvenir à un règlement pacifique du conflit, à un règlement qui rétablirait les droits des deux parties dans le cadre du respect des dispositions du droit international, de la Charte des Nations Unies, et des principes du Mouvement des non-alignés. Le fait que ces efforts visant à atteindre cet objectif tant désiré aient échoué ne doit pas nous dissuader de chercher à mettre un terme à la guerre et d'instaurer la paix et la stabilité.*

* M. Knipping-Victoria (République dominicaine), vice-président, assume la présidence.

M. Abdel Meguid (Egypte)

A cet égard, nous ne pouvons manquer d'exprimer notre gratitude et notre appui à M. Pérez de Cuéllar, Secrétaire général des Nations Unies, pour les efforts inlassables qu'il a accomplis. Nous espérons que ces efforts seront couronnés de succès dans le proche avenir.

L'Iraq a manifesté et affirmé son désir sincère de mettre un terme au conflit sanglant. Il a déclaré qu'il était prêt à répondre aux efforts qui étaient faits au sein et à l'extérieur des Nations Unies pour faire cesser les hostilités. Il a accueilli favorablement l'idée de négociations pour arriver à un règlement global du différend. L'Iraq a en outre présenté des initiatives et a accepté des propositions visant à arrêter l'effusion de sang. L'Egypte espère que la position positive de coopération adoptée par l'Iraq depuis le début du conflit incitera l'Iran à adopter une position analogue, d'autant plus que l'Egypte est persuadée que les menaces iraniennes ne se limitent pas au territoire de l'Iraq, ce pays frère, mais qu'elles s'étendent également à la sécurité et à la stabilité des autres populations arabes de la région du Golfe. L'Egypte ne saurait accepter ni négliger pareille menace.

La région de l'Afrique australe connaît une escalade dangereuse de la tension et de la violence qui ont caractérisé l'évolution de la situation dans la région au cours des dernières années, à la suite des politiques racistes du régime de Pretoria et de son aventurisme militaire. A l'intérieur de l'Afrique du Sud, le gouvernement raciste a réagi au soulèvement de la majorité noire, qui exige le droit à l'égalité et à la dignité humaine, par d'autres actes d'oppression et d'intimidation. Des centaines de citoyens noirs ont été victimes de ces actes.

Le régime raciste de Pretoria continue son occupation illégale du Territoire namibien, au mépris complet des résolutions de notre Organisation internationale et en particulier de la Résolution 135 (1978) du Conseil de sécurité qui contient le plan des Nations Unies pour l'indépendance de la Namibie. Le régime de Pretoria continue d'insister sur le "couplage" de l'application de cette résolution à d'autres questions extrinsèques, qui échappent à la volonté des parties directement intéressées par le problème.

La puissance d'arrogance du régime de Pretoria a atteint son apogée lors de son attaque militaire contre les capitales de trois Etats africains voisins. Tous les pays du monde, représentés par le Conseil de sécurité, ont été unanimes pour déplorer et dénoncer cet acte.

M. Abdel Meguid (Egypte)

A la lumière des actes commis par le régime de Pretoria et de la détérioration rapide et dangereuse de la situation qui en a résulté en Afrique australe, le seul moyen d'éviter une catastrophe d'une ampleur imprévisible dans la région est d'obliger ce régime à respecter les règles de comportement civilisé, les dispositions du droit international et les résolutions des Nations Unies. Le meilleur moyen d'y parvenir est l'adoption par le Conseil de sécurité de sanctions obligatoires générales contre le régime de Pretoria, conformément aux responsabilités qui lui incombent en vertu de la Charte.

La participation de l'Egypte avec d'autres Etats africains aux délibérations de la session extraordinaire sur le Namibie, organisée au niveau des ministres des affaires étrangères, ne reflète pas seulement l'attachement historique de l'Egypte à la cause de la libération de l'Afrique mais également notre conviction quant à la nécessité d'intensifier les mesures internationales collectives pour accélérer la réalisation de l'indépendance par ce peuple africain en lutte et son accession à sa juste place dans la communauté internationale et dans cette Organisation.

La création d'un fonds spécial pour aider les Etats de première ligne à faire face aux conséquences qu'auraient pour eux l'imposition de sanctions globales obligatoires contre le régime de Pretoria est un acte de solidarité authentique. Cet acte exprime l'unité qui existe dans la lutte pour l'élimination des derniers vestiges du colonialisme et du racisme dans cette partie du monde. L'Egypte estime également que la politique de dialogue et de persuasion suivie par les pays non alignés au sommet de Harare ouvrira la voie à une compréhension nouvelle entre les pays non alignés et africains d'une part et les pays industrialisés de l'autre, afin de parvenir à des solutions radicales à la situation qui existe en Afrique australe.

L'Egypte souhaite exprimer son appui aux efforts inlassables que fait le Secrétaire général pour trouver un juste règlement de la situation qui existe en Afghanistan, règlement qui assurerait à ce peuple frère le droit de vivre en paix, en liberté et dans la stabilité. Nous nous félicitons de toutes les initiatives propres à accélérer le retrait des troupes étrangères de l'Afghanistan.

Nous espérons aussi que les efforts du Secrétaire général en faveur de la solution de la question de Chypre seront couronnés de succès. Cette solution devrait concrétiser les espoirs des communautés chypriotes grecque et turque de régler leurs problèmes et trouver une formule appropriée de coexistence et de

M. Abdel Meguid (Egypte)

coopération. Nous réaffirmons qu'il est important de respecter les droits civils et politiques des membres des deux communautés et qu'il est essentiel d'harmoniser leurs intérêts légitimes dans le cadre de l'unité nationale. Nous réaffirmons qu'il est important de maintenir l'unité, l'indépendance, l'intégrité territoriale et le statut non aligné de Chypre.

Le retrait des troupes étrangères du Kampuchea et le règlement pacifique des différends dans cette région du monde sont des conditions essentielles au rétablissement de la paix et des relations de bon voisinage. La réunification pacifique de la péninsule coréenne, conformément à la volonté populaire, est l'un des éléments qui devrait contribuer à la sécurité, à la stabilité et à la diminution des risques de tension régionale.

L'Egypte appuie les efforts du Groupe de Contadora et du Groupe d'appui en faveur de la paix, de la stabilité et du développement économique en Amérique centrale. L'Egypte lance un appel pour que cessent les tentatives d'ingérence dans les affaires intérieures de cette importante partie du monde. Elle demande également le respect des relations de bon voisinage et l'inviolabilité des frontières entre les Etats de la région. Elle lance également un appel pour que la région reste à l'abri de la polarisation et de la concurrence internationale parmi les grandes puissances dans l'intérêt du bien-être de ses populations.

La responsabilité de l'Egypte en tant que pays en développement nous oblige à nous attarder sur un problème majeur qui nous intéresse tous, individuellement et collectivement, riches et pauvres, développés et en développement. Je veux parler de l'exacerbation du problème de la dette, des taux d'intérêt élevés, des fluctuations continues des taux de change, de l'élargissement des pratiques protectionnistes dans les pays développés, de l'effondrement des cours des matières premières et produits de base exportés par les pays en développement et de la détérioration des termes de l'échange.

A cet égard, je souhaite rendre hommage aux pays non alignés pour la position responsable qu'ils ont adoptée devant le problème de la dette lors de leur huitième Sommet à Harare. Les pays débiteurs ont confirmé qu'ils respecteront les obligations qu'ils ont contractées, tout en créant un cadre pour ces obligations, à savoir une responsabilité commune qui exige la coopération des pays créditeurs et des institutions monétaires et financières avec les pays en développement débiteurs pour les aider à faire face à ce problème qui menace l'économie internationale tout entière.

M. Abdel Meguid (Egypte)

La communauté internationale qui déploie des efforts pour faire face à la crise économique du continent africain à court et à long terme bénéficie sans aucun doute de nos encouragements et de notre reconnaissance. Quelle que soit l'évaluation des résultats de la session extraordinaire de l'Assemblée générale, elle a créé une obligation morale pour les pays donateurs de contribuer à l'application du Programme d'action des Nations Unies pour la reprise économique et le développement de l'Afrique.

Alors que la session extraordinaire réaffirmait la détermination des pays africains d'assumer la responsabilité première de la réforme économique, elle a également montré que les pays développés ne peuvent pas se dérober à l'assistance au continent africain afin de l'aider à développer son économie par des mesures spécifiques appuyant et complétant les efforts déployés par les pays africains. La communauté internationale a donc reconnu la nécessité de fournir des ressources financières additionnelles pour combler les lacunes dans l'application du Programme d'action des Nations Unies. Elle a également reconnu la nécessité de prendre des mesures visant à atténuer le service de la dette extérieure de l'Afrique pour permettre au continent d'orienter ses ressources et son potentiel vers la croissance et le développement.

Nous tenons à souligner que la mission de la communauté internationale n'est pas achevée. Au contraire, nous devons poursuivre cette obligation par des mesures concrètes pour assurer le suivi des résultats obtenus à la session extraordinaire, sur le plan politique comme sur le plan technique.

Nous lançons également un appel aux gouvernements des pays créditeurs et aux institutions internationales monétaires, financières et bancaires pour coordonner leurs efforts et coopérer avec les pays débiteurs afin de trouver une solution durable au problème de la dette. Cette solution devrait maintenir le droit des peuples et assurer leur stabilité politique, économique et sociale.

La coopération économique entre les pays en développement a connu plusieurs évolutions importantes au cours des 20 dernières années. De nouvelles idées et de nouveaux objectifs en ce qui concerne cette coopération ont été retenus par le Groupe des 77 et le Mouvement des pays non alignés. Ces idées reposent sur le concept d'autosuffisance collective et se sont traduites par des objectifs précis, des programmes détaillés et des projets qui figurent dans les programmes d'action et de coopération entre les Etats membres du Mouvement des non-alignés et le Groupe des 77.

M. Abdel Meguid (Egypte)

La réunion de haut niveau sur la coopération économique entre les pays en développement membres du Groupe des 77, qui s'est tenue au Caire en août dernier, a saisi cette occasion pour faire le bilan de l'expérience de cette coopération et pour créer un programme intégré pour la stratégie future sur une base réaliste, programme qui garantit l'utilisation optimale des ressources et la mise en oeuvre de projets économiquement viables auxquels les pays participent sur la base d'un intérêt mutuel, et assure également un maximum de complémentarité entre les économies des pays en développement et les connaissances dont chacun dispose. La Déclaration du Caire sur la coopération économique entre les pays en développement qui a été adoptée contient des éléments réalistes pour une stratégie future qui garantirait la crédibilité, l'efficacité et l'avantage réciproque d'une telle coopération.

Les pays développés ont toujours appuyé la coopération économique entre les pays en développement. Nous espérons qu'une attention toute particulière sera accordée à cette question au cours de la présente session afin que le suivi des importants résultats obtenus à la réunion du Caire soit assuré et que des mesures efficaces soient adoptées pour renforcer la coopération économique et technique entre les pays en développement, dans le cadre du système des Nations Unies.

Récemment, la pertinence de l'Organisation des Nations Unies a été remise en question. Pour notre part, nous estimons que cette question est dépourvue de tout fondement et la réponse est parfaitement claire. La création de l'Organisation, il y a plus de 40 ans, reflétait le besoin de la communauté internationale. Sa survie et sa vigueur, en cette époque d'interaction internationale accrue, en ces temps de guerre et de paix, répondent aux intérêts de tous les Etats, petits et grands, développés et en développement. Au cours de la quarantième session de l'Assemblée générale, les Etats Membres ont réaffirmé leur attachement à la Charte et leur appui continu à l'Organisation montrant ainsi qu'ils sont convaincus de la nécessité de son rôle. Il est profondément regrettable que les positions adoptées par certains Etats Membres, quelle que soit leur justification, nous empêchent d'atteindre cet objectif. Tout effort visant à renforcer l'efficacité de l'Organisation doit reposer avant tout sur la volonté politique. Bien sûr, il doit s'agir d'un effort constant et commun. Lorsque nous parlons d'efforts concertés, nous voulons parler de la nécessité pour tous les Etats Membres de coopérer pleinement et de bonne foi avec le Secrétaire général, qui est le plus haut fonctionnaire de l'Organisation. A cet égard, nous nous félicitons du rôle

M. Abdel Meguid (Egypte)

important joué par le Groupe des Dix-huit l'année dernière. Nous estimons qu'il est important que les délégations et les Etats Membres se montrent à la hauteur de leurs responsabilités en examinant le rapport du Groupe ainsi que les observations du Secrétaire général.

Afin de participer de bonne foi à cet effort, l'Organisation doit se prévaloir des moyens d'effectuer les réformes nécessaires qui viendront à la suite d'une évaluation objective de ses activités. Par conséquent, à cette fin, il faut mettre un terme à la pratique consistant à exercer des pressions financières sur l'Organisation et aux tentatives visant à orienter les réformes vers des objectifs déterminés d'avance et qui concernent uniquement des intérêts à court terme.

Enfin, mais ce n'est pas le moindre, la rationalisation des travaux des Nations Unies doit prendre en compte la nature particulière de l'Organisation et l'évolution de la situation internationale, ainsi que les intérêts de tous les peuples du monde.

M. CONSALVI (Venezuela) (interprétation de l'espagnol) : Je tiens à exprimer les félicitations du Venezuela à l'ambassadeur Choudhury pour son élection à la présidence de cette session de l'Assemblée générale, et à renouveler l'expression de notre reconnaissance à l'ambassadeur Jaime de Piniés pour la manière habile et compétente dont il a dirigé les travaux de l'Assemblée générale, en une année qui a été extrêmement importante pour les Nations Unies.

Le Venezuela tient une fois de plus devant l'Assemblée générale des Nations Unies à réaffirmer son attachement aux principes fondamentaux des Nations Unies et à défendre les idéaux de paix et de coexistence internationale, qui sont à l'origine de la création de l'Organisation dans des circonstances historiques.

Il n'est pas inutile de rappeler que l'humanité connaît une période très difficile et des défis de tout genre. Nous vivons dans une période de confusion et de dangers indéniables. En une époque comme celle-ci, il est facile de perdre confiance dans l'être humain et ses possibilités d'édifier et de préserver un ordre international à l'abri de la violence et de la volonté de domination dans les relations entre les Etats. On pourrait dire comme Saint-John Perse : "Mais c'est de l'homme qu'il s'agit".

M. Consalvi (Venezuela)

S'il est vrai que depuis la seconde guerre mondiale il n'y a pas eu de nouvelle conflagration généralisée, il est indéniable que la "paix nucléaire" précaire ne résulte pas d'un règlement volontaire et cela n'est vraiment pas rassurant. Elle résulte plutôt d'une rivalité incessante pour un pouvoir qui se fonde sur la peur, l'insécurité et la volonté de domination de certains Etats sur d'autres. Dans le contexte international actuel, il semblerait que la paix ne se conçoive qu'en tant que simple équilibre du pouvoir en danger constant de rupture. Il est certain que l'équilibre du pouvoir contribue à la paix mais ne la garantit nullement.

Si nous rappelons l'origine des deux guerres ruineuses qui assombrissent l'histoire de ce siècle, nous constatons que la dernière guerre mondiale a éclaté à la suite d'un déséquilibre du pouvoir en Europe. La première de ces guerres a été déclenchée en dépit de ce qui était considéré à l'époque comme un équilibre du pouvoir stable.

Ces réflexions nous amènent dans une voie bien précise : en cette ère nucléaire, alors que plane sur l'humanité le risque imminent de l'autodestruction, nous ne pouvons nous en remettre exclusivement à l'équilibre du pouvoir pour maintenir la paix; il est indispensable d'aller au-delà de cette vision étroite et de donner à la paix des fondements vraiment solides.

Nous parlons d'une paix qui repose sur les principes d'une éthique profondément humaniste, sur les valeurs de la tolérance, du dialogue et de la coopération internationale. C'est ainsi que nous concevons la mission de l'Organisation des Nations Unies : un effort constamment renouvelé pour faire reposer la paix sur des valeurs éthiques, sur des accords librement consentis qui permettent une coexistence libre de toute hégémonie. Nous ne croyons pas qu'il s'agisse là d'une chimère.

Le Venezuela considère avec inquiétude les progrès vertigineux de la course aux armements nucléaires et classiques, qui se présentent comme un glissement paranoïaque et, ce qui est pis encore, comme un glissement en constante accélération.

Nous nous sentons tenus à réaffirmer ici notre attachement aux objectifs du désarmement et de la limitation des armements ainsi que notre espoir que les négociations en cours dans diverses instances sur ces questions progressent

M. Consalvi (Venezuela)

rapidement. Nous, petites et moyennes nations, avons le devoir et le droit d'élever la voix chaque fois que cela est nécessaire pour avertir des dangers qui se profilent à l'horizon et qui nous menacent tous.

Nous nous opposons à toute tentative de militarisation de l'espace extra-atmosphérique, que certains voudraient présenter comme une panacée et comme la voie ultime vers l'élimination définitive du péril nucléaire mais qui, en fait, n'est rien d'autre qu'une nouvelle démarche visant à échapper au dilemme politique et éthique de notre temps au moyen de formules techniques de plus en plus sophistiquées, coûteuses, illusoires et complexes.

En ce sens, il convient de rappeler que l'obsession technologique mise en relief par la production de systèmes d'armements de plus en plus perfectionnés et destructeurs est devenue une fin en soi, qui affaiblit sérieusement les contrôles politiques et éthiques qui devraient régir les relations internationales. Nous insistons par conséquent sur le fait que la course aux armements constitue toujours une menace grave et incommensurable pour l'espèce et pour la planète. Nous ne renoncerons jamais à dénoncer l'absurdité de ces menaces. Pour parler plus simplement, nous ne pouvons nous résigner à une situation précaire et incontrôlable.

Le renforcement des tensions Est-Ouest, qui repose sur des arsenaux nucléaires surabondants, l'utilisation croissante de la force militaire et l'ingérence des grandes puissances dans les diverses scènes régionales sont d'autres symptômes d'une détérioration qui n'augure rien de bon pour la paix et la stabilité mondiales.

Face à la persistance des intérêts qui préconisent la restauration de la rigidité d'un monde bipolaire, les pays qui désirent conserver une attitude indépendante et critique, la souplesse diplomatique et l'autonomie politique, revendiquent devant cette Assemblée les principes d'un non-alignement véritable.

Au cours des 10 dernières années, les pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine ont nourri beaucoup d'espoirs quant au processus global de négociations Nord-Sud, qui devait réduire progressivement les vastes disparités entre les économies des pays industrialisés et celles des peuples les moins privilégiés.

La situation actuelle est devenue réellement paradoxale : la crise économique et sociale que traversent les pays en développement est peut-être plus grave que jamais, et néanmoins la volonté politique des plus puissants à l'affronter va en s'amenuisant.

M. Consalvi (Venezuela)

Il ne semble exister aucune perception des risques que ces perspectives d'appauvrissement et de retards socio-économiques entraînent. Ce dont il est question ici, c'est de la menace qu'entraînent pour la paix mondiale la clameur et l'angoisse de vastes secteurs de l'humanité pour lesquels l'avenir s'annonce sans espoir et sur lequel plane l'incertitude.

Nous manquerions infailliblement aux règles élémentaires de l'équilibre si nous omettions de signaler les changements positifs intervenus sur la scène mondiale. En tant que Latino-Américains, nous estimons que l'un des changements les plus encourageants de ces dernières années est celui du retour à la démocratie dans la presque totalité de l'Amérique latine. Pendant de nombreuses années, le destin a voulu que le Venezuela vive dans un continent où prédominaient les dictatures. Nous pouvons encore observer sur la carte de l'Amérique latine les réalités tragiques de ces régimes; la répression et les violations massives des droits fondamentaux de l'homme sont devenues les traits distinctifs de ces gouvernements. Néanmoins, la quête de la démocratie connaît un élan irréversible.

Nous sommes conscients qu'il ne sera pas facile de maintenir la démocratie dans notre région du fait des profondes blessures politiques et des graves crises socio-économiques léguées par les régimes autoritaires.

Cependant, le Venezuela reste convaincu que, cette fois-ci, le processus de démocratisation sera durable et irréversible.

Comme l'a dit récemment le Président du Venezuela :

"Les gouvernements démocratiques de l'Amérique latine doivent maintenant renforcer leurs sociétés, leurs économies et les règles du jeu politique dans des conditions fort peu favorables. Le Venezuela est profondément attaché au processus d'édification d'un hémisphère où règne la liberté et qui s'engage vers le développement dans un contexte social. Notre solidarité avec les meilleures causes latino-américaines ne fait aucun doute."

Ce sentiment de solidarité nous amène à parler, devant cette Assemblée, de la réalité économique angoissante et contradictoire qui submerge l'Amérique latine, anéantissant tout espoir pour nos peuples d'accéder à de meilleurs niveaux de vie.

Le diagnostic d'experts et d'organismes spécialisés nous donnent une idée précise de la situation. La plupart de nos pays connaissent la dépression économique la plus grave de ces 30 dernières années. Le revenu par habitant dans

M. Consalvi (Venezuela)

la région a diminué de près de 9 p. 100 depuis 1980, retombant au niveau de 1977, et pour certains pays, de 1960. Le chômage et le sous-emploi ont augmenté jusqu'à 50 p. 100 dans certaines régions. Quant à l'inflation galopante qui a atteint jusqu'à 50 p. 100, elle prévaut dans l'ensemble de la région. La dette extérieure est estimée aux environs de 380 à 400 milliards de dollars, somme énorme qui asphyxie nos possibilités de développement et paraît d'autant plus insupportable si l'on tient compte du fait que près de 50 p. 100 des recettes à l'exportation de l'Amérique latine sont consacrées au paiement des intérêts. En effet, au cours de ces dernières années, nos pays ont transféré près de 106 milliards de dollars aux pays industrialisés, charge qui, toute proportion gardée, est le double du montant des réparations de guerre que l'Allemagne a dû payer dans les années 20, comme l'a constaté récemment un expert américain.

M. Consalvi (Venezuela)

L'insolite transfert net inverse des ressources du Sud vers le Nord, c'est-à-dire des pays en développement vers les pays développés, fait l'objet d'une analyse très détaillée dans l'étude économique mondiale de 1986 des Nations Unies, et a été souligné lors de la dernière réunion du Conseil économique et social, qui a renvoyé à l'Assemblée générale l'examen de ce phénomène angoissant et intolérable. A ce propos, Willy Brant a écrit, dans son dernier livre, qu'il s'agissait d'une "transfusion de sang malade à des personnes en bonne santé".

Il est en effet évident que nous nous trouvons face à une situation potentiellement explosive qui exige un effort énorme de concertation. Les démocraties latino-américaines se sont acquittées de leurs responsabilités pour sortir de cette crise. C'est ainsi que, dans des conditions particulièrement difficiles, nos nations ont opté pour une politique de gestion rationnelle et équilibrée de leur vie économique.

Il faut le répéter : le poids de la dette extérieure et le protectionnisme économique auquel recourent de plus en plus les pays industrialisés réduisent le potentiel de développement des pays en développement. Une telle politique doit changer; c'est inévitable. Nous espérons que ces changements s'opéreront sur la base du dialogue et de l'action concertée, en vue d'une prise de conscience positive du destin commun de l'humanité.

C'est dans cet esprit que les pays du Groupe des 77 ont, devant cette instance, évoqué la nécessité de traiter en priorité la question des "domaines touchant la monnaie, les finances, la dette, les courants de ressources, le commerce et le développement", y compris la préparation d'une conférence internationale, à laquelle participeraient des pays du monde entier, sur la question des monnaies et des politiques financières en faveur du développement.

Nous comptons que les récentes négociations commerciales permettront de restaurer le caractère multilatéral inhérent à un système de commerce international qui, chacun le sait, a été sérieusement mis à mal au cours de ces dernières années. L'élaboration de principes et de normes multilatéraux pour favoriser l'expansion du commerce dans des domaines nouveaux, tels que les services, ne doit pas différer la solution du problème immédiat du protectionnisme, car ce dernier est de plus en plus général, enlève toute crédibilité au système et nuit sans cesse aux perspectives de croissance et de diversification des économies en développement, sur le plan des exportations.

M. Consalvi (Venezuela)

Le Venezuela regrette que la nouvelle série de négociations n'ait pas un caractère universel et inconditionnel, comme on serait en droit de l'escompter d'un effort international destiné à apporter des solutions constructives aux problèmes actuels et à élaborer un système de commerce à la mesure de l'intérêt collectif.

L'Organisation des Nations Unies n'a cessé de répéter que la question du développement constituait une des questions prioritaires. Il convient, selon nous, de souligner l'importance de ce problème clef, qui est un véritable défi pour notre époque. Nous devons, par le biais des Nations Unies, découvrir de nouveaux moyens de reprendre les efforts multilatéraux qui, il y a quelques années à peine, étaient sur le point de donner de bons résultats. Le Venezuela est disposé à coopérer sans réserve à l'élaboration de projets d'action communs Nord-Sud et Sud-Sud, que nous continuons d'appuyer.

Les tensions en Amérique centrale continuent d'être l'objet de la plus vive attention de la part des Etats d'Amérique latine. Les efforts de paix, patients et constants, déployés par le Groupe de Contadora et le Groupe d'appui, démontrent notre aptitude à fournir une réponse latino-américaine aux problèmes cruciaux de la région.

Le Venezuela prend part aux initiatives du Groupe de Contadora, convaincu qu'il est de la nécessité d'explorer toutes les voies susceptibles de régler pacifiquement les conflits de la région et de tout faire pour surmonter le climat d'hostilité qui risque de déboucher sur une guerre généralisée et fratricide dans cette région traditionnellement si longtemps éprouvée.

La politique du Groupe de Contadora et du Groupe d'appui a eu le mérite d'assurer un dialogue permanent. Nous sommes fermement convaincus que cet instrument est capable de susciter un climat de confiance mutuelle et de catalyser la volonté politique des parties, dont l'objectif ultime est la signature de l'Accord de Contadora pour la paix et la coopération en Amérique centrale. Nous ne relâcherons pas nos efforts dans ce domaine.

Nous estimons qu'il existe des raisons suffisantes pour persévérer dans cette voie, à condition que les intérêts qui s'obstinent à perpétuer un climat d'affrontement dans la région changent d'attitude et cessent d'encourager l'intervention de facteurs extérieurs qui font obstacle à un règlement négocié de la crise.

M. Consalvi (Venezuela)

La paix en Amérique centrale ne deviendra une réalité que lorsque les Etats de la région eux-mêmes aboutiront, à l'abri de toutes pressions extérieures, à des accords qui rendent possibles la coexistence et le pluralisme démocratique fondé sur le respect de l'autodétermination des peuples.

Le Venezuela s'est engagé sans réserve à appliquer un système de sauvegarde des droits fondamentaux de l'homme, et l'objectif primordial de l'Etat vénézuélien est : la garantie de la liberté et de la dignité pour tous les êtres humains. Il ne s'agit pas là d'une attitude de circonstance, limitée dans le temps et dans l'espace. Bien au contraire, c'est une conviction profonde et un mandat constitutionnel de notre système démocratique, qui revitalise le contenu d'égalité et de justice de la démocratie vénézuélienne.

Conformément aux principes qui sont les siens, le Venezuela a participé avec grand intérêt aux travaux des organes des Nations Unies qui traitent des droits de l'homme, afin d'appuyer et d'encourager toutes les mesures visant à entraîner des changements positifs dans les pays qui souffrent de violations constantes de ces droits. En outre, nous avons donné un vote de confiance aux pays qui ont réussi à passer le seuil de la liberté et se sont engagés sur la voie de la démocratie, car nous estimons que la sauvegarde et le renforcement de ce système de vie constituent la formule idéale et pratique qui permettra de donner plein effet aux droits de l'homme.

Au cours de l'année 1986, plusieurs réunions internationales ont eu lieu au sujet de ce qui représente toujours un formidable défi pour notre organisation : la persistance de la politique d'apartheid et une de ses manifestations extérieures : l'occupation illégale de la Namibie.

J'ai eu l'occasion de participer, en juin, à la Conférence internationale pour l'indépendance immédiate de la Namibie, qui a eu lieu à Vienne, et dont la déclaration finale réaffirme, une fois encore, que la seule base d'un règlement pacifique du problème est le plan des Nations Unies pour l'indépendance de la Namibie, qui figure dans la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité. Le Venezuela, en tant que membre du Conseil de sécurité, a totalement appuyé l'adoption de cette résolution.

Le Venezuela a décidé et appuyé sans réserve l'application de sanctions obligatoires prévue au Chapitre VII de la Charte, pour faire en sorte que ne se prolonge ni ne s'intensifie la menace constante à la paix et à la sécurité internationales que fait peser la politique sud-africaine.

M. Consalvi (Venezuela)

Nous nous trouvons face à une situation chaotique où la paix et la sécurité internationales font l'objet de violations de plus en plus inquiétantes. L'escalade des actes terroristes met en péril, sans discrimination, les valeurs fondamentales de l'être humain, telles que le droit à la vie, à la paix, à la liberté et à la confiance. Rien ne justifie que l'on ait recours à la terreur pour tenter désespérément d'atteindre certains objectifs. Nous sommes convaincus que la solidarité internationale peut conduire à des efforts communs pour créer un climat de confiance propice à l'élimination de telles manifestations criminelles.

M. Consalvi (Venezuela)

Le problème du trafic et de la consommation illicite des drogues exige une plus grande attention des gouvernements. Il est nécessaire de mener des politiques et une action effective de coopération internationale adéquate pour répondre au déficit qui nous est lancé.

L'humanité est menacée. Il est nécessaire de disposer d'un instrument international qui permette de châtier le crime et de s'attaquer aux racines socio-économiques du problème. Le président Lusinchi, au cours de la trente-neuvième session de l'Assemblée générale, a mis en garde la communauté internationale contre les dangers du trafic illicite des stupéfiants dans des domaines liés à la sécurité intérieure et extérieure des pays, ce qui a même modifié les relations entre ces deux éléments.

Comme l'a dit le Président du Venezuela :

"Le trafic des stupéfiants a pour but de déstabiliser les structures mêmes des Etats, en faisant appel à la corruption et à toutes sortes de moyens criminels dans un réseau compliqué d'opérations, de conspirations et de complicités qui englobe toutes les classes sociales, dans les groupes subversifs de la gauche et de la droite, dans les secteurs économiques les plus importants comme dans les secteurs marginaux, y compris les structures fondamentales des pouvoirs publics. Ce trafic ne connaît aucune limite et a atteint des proportions telles que ... il constitue une menace pour la sécurité nationale et la souveraineté de certains pays et s'est transformé en un dangereux agent d'internationalisation des conflits." (A/39/PV.6, p. 21)

Je voudrais exprimer la reconnaissance de mon gouvernement au Secrétaire général et au personnel d'appui qui l'aide à préparer le projet de la convention internationale sur les stupéfiants et les substances psychotropes. Cela nous permet de disposer, en peu de temps, d'un texte complet qui reprendra les observations de nombreux Etats Membres, notamment de ceux où le problème du trafic et de la consommation illicite de stupéfiants revêt une importance prioritaire. Comme on pourra s'en souvenir, en 1984, le Guatemala a lancé l'idée d'une nouvelle convention qui examinerait les aspects de ce problème qui ne sont pas prévus par les instruments internationaux en vigueur.

En 1987 aura lieu, sur convocation du Secrétaire général, la Conférence internationale sur l'abus et le trafic illicite des stupéfiants, en vue de déclencher une action universelle pour combattre le problème des stupéfiants sous toutes ses formes et sur tous les plans, et approuver un plan d'actions futures

M. Consalvi (Venezuela)

relatif à ce problème. Ces deux initiatives reçoivent l'appui du Gouvernement du Venezuela.

Le Venezuela est en faveur du renforcement de l'Organisation des Nations Unies et fera face, avec volonté, à toutes les tentatives qui viseraient à rendre l'Organisation inopérante ou à la délaisser, comme un autre symbole d'illusions perdues. Nous réaffirmons ici cette intention, précisément en ces temps de crise et de détérioration des mécanismes de l'action multilatérale conçus pour répondre aux problèmes graves qui affectent un grand nombre de pays.

A notre avis, des critères de rationalisation qui permettent un usage optimum des ressources financières et humaines de l'Organisation et l'appui effectif des Etats Membres dans cet effort conjoint s'imposent.

En signant la Charte de San Francisco, nous avons accepté des compromis que nous avons invariablement respectés, même dans des circonstances extrêmement difficiles. Cependant, ce n'est pas une excuse pour ne pas nous montrer à la hauteur de nos responsabilités budgétaires à l'égard de l'Organisation.

Depuis le mois de janvier de l'année précédente, le Venezuela occupe, pour la troisième fois, le poste de membre non permanent du Conseil de sécurité. Notre participation à la discussion des questions délicates qui y sont examinées s'est toujours inspirée de principes d'équilibre, de modération et de coexistence harmonieuse dans la recherche de solutions possibles et de la réduction des tensions dans le monde.

En passant en revue le rapport préparé par le Secrétaire général pour cette session, nous relevons des éléments qui sont présentés avec beaucoup d'autorité et de bons sens. Ces éléments de caractère plus général quant aux perspectives de solutions des conflits mondiaux méritent une profonde réflexion.

Notre attention a été plus particulièrement retenue par un paragraphe qui résume le rôle que doit tenir le multilatéralisme de nos jours :

"Le renforcement et la revitalisation des institutions multilatérales actuelles revêtent une importance cruciale pour la solution des problèmes qui se posent à la communauté internationale dans les domaines de la paix, de la sécurité et du développement. Ignorer aujourd'hui cette nécessité, c'est compromettre les chances de l'instauration d'un monde meilleur." (A/41/I, p. 2)

Avec la même conviction, nous appuyons les déclarations du Secrétaire général dont la mise en pratique permettrait de renforcer la capacité des Nations Unies d'exercer son leadership sur le plan économique. Nous rappelons qu'une véritable solution des problèmes économiques entraînerait la diminution des tensions.

M. Consalvi (Venezuela)

A l'occasion du cinquième anniversaire du mandat de M. Javier Pérez de Cuéllar en qualité de Secrétaire général des Nations Unies, nous tenons à lui faire connaître notre reconnaissance pour le travail extraordinaire qu'il a accompli et qui lui a permis de montrer qu'il était capable de surmonter avec dignité et dévouement les difficultés rencontrées par notre instance multilatérale suprême.

En cette Année internationale de la paix déclarée par les Nations Unies, nous réaffirmons notre confiance en un avenir prometteur pour tous les peuples du monde. Nous ne cesserons pas de déployer des efforts pour insuffler la paix et le développement, et lutterons en faveur de la réalisation de ces objectifs.

M. MAHABIR (Trinité-et-Tobago) (interprétation de l'anglais) : C'est avec plaisir que je vous exprime les félicitations sincères de la délégation de la Trinité-et-Tobago à l'occasion de votre élection à la présidence de la quarante et unième session de l'Assemblée générale. C'est un hommage rendu à votre expérience personnelle, à votre habileté diplomatique et à la réputation internationale dont jouit votre pays. La présente session est appelée à prendre des décisions importantes qui orienteront l'action de notre organisation au cours des années à venir et nous sommes persuadés que la manière dont vous présiderez notre Assemblée générale contribuera grandement au succès de nos délibérations.

Ma délégation s'associe à toutes les autres délégations qui ont félicité l'ambassadeur Jaime de Piniés de la manière très compétente dont il a dirigé les travaux de la dernière session de l'Assemblée générale sur la situation économique critique de l'Afrique.

Nous souhaitons aussi une fois de plus exprimer notre plus vive reconnaissance au Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuéllar, pour son dévouement continu à la cause de la paix et pour ses efforts inlassables visant à promouvoir le rôle et l'efficacité de l'Organisation des Nations Unies.

La Trinité-et-Tobago est maintenant entrée dans sa vingt-cinquième année d'existence en tant qu'Etat indépendant et souverain et nous venons de commémorer le dixième anniversaire de notre république. C'est dans ce contexte, en tant qu'Etat relativement nouveau et sur la toile de fond de développements récents dans la conduite des relations internationales qui menacent la souveraineté, la sécurité et l'indépendance économique des petits Etats, que nous prenons la parole devant l'Assemblée générale aujourd'hui.

M. Mahabir (Trinité-et-Tobago)

L'année dernière, lors de la commémoration du quarantième anniversaire de la création des Nations Unies, tous les Etats Membres de l'Organisation ont promis de faire de leur mieux pour renforcer cette institution. Un an plus tard, l'Assemblée se déroule sous l'ombre menaçante d'une crise financière qui compromet la viabilité de l'Organisation. Cette crise n'est qu'un aspect d'un malaise plus profond qui pourrait, en fin de compte, effiloche les fibres mêmes de la trame des relations politiques et économiques internationales et de la coopération, laborieusement tissée au long des 40 dernières années.

Ce malaise se manifeste par des efforts accrus pour soumettre la souveraineté des faibles à la puissance des forts, par une tendance croissante à l'unilatéralisme et à l'érosion concomitante des institutions multilatérales, par l'interprétation et l'application sélective du droit international pour justifier des intérêts nationaux, par le recours fréquent à la menace ou à l'emploi de la force dans les relations internationales et par le non-respect du principe du règlement pacifique des différends.

Entre-temps, le commerce se heurte à des barrières protectionnistes; le système économique international est disloqué, du fait que les nations clefs dans le domaine monétaire ne se préoccupent pas des effets secondaires de leurs politiques monétaires et financières nationales; la croissance et le développement sont entravés par l'insuffisance des institutions financières internationales et les pays en développement continuent d'être écrasés sous le poids de la dette extérieure.

Il est paradoxal que tout cela se produise au moment même où le monde devient de plus en plus interdépendant, à la suite de changements sociaux, économiques, politiques et techniques. En effet, plus que jamais, nous devons renforcer les institutions multilatérales, pierre angulaire du système international, qui furent conçues pour promouvoir les relations internationales fondées sur les principes de la souveraineté, de l'égalité, de la justice économique et de la primauté du droit international.

Aujourd'hui, le mépris du droit international comme des résolutions des Nations Unies et l'imposition de solutions unilatérales n'ont fait qu'aggraver les difficultés qu'il y a à régler les grands problèmes relatifs à la paix et à la sécurité dans notre société mondiale. Il n'est donc pas surprenant que tant de

M. Mahabir (Trinité-et-Tobago)

problèmes persistent et continuent de figurer à l'ordre du jour international, avec de moins en moins de chances de solution pacifique. L'impossibilité de régler ces questions ne saurait manquer d'inquiéter vivement tous les Membres de l'Organisation.

Cette situation déplorable n'est nulle part plus évidente qu'en Afrique. La dégradation et l'oppression imposées à des millions de Sud-Africains par le régime raciste de Pretoria ont été condamnées à maintes reprises par la communauté internationale et la pratique odieuse de l'apartheid a été déclarée un crime contre l'humanité. L'effusion de sang et les violences croissantes provoquées par les mesures impitoyables de répression du régime de Pretoria, dans une tentative d'étouffer toute opposition interne à l'apartheid, ont suscité un sentiment quasi universel d'indignation.

Des manifestations pacifiques, des campagnes de désobéissance civile et des actions non violentes de la part de la majorité opprimée d'Afrique du Sud se sont heurtées à une répression et à une brutalité croissantes. Toutes les démarches diplomatiques ont été repoussées par Pretoria. Pourtant, les résolutions des Nations Unies restent inappliquées et la volonté de la communauté internationale est impunément bafouée.

Combien doivent encore mourir avant que l'apartheid ne soit éliminé? Combien doivent encore mourir avant que les pays qui ont le plus d'influence sur le régime de Pretoria acceptent l'idée que des sanctions économiques obligatoires restent le seul moyen pacifique d'accélérer l'élimination de l'apartheid? Combien doivent encore mourir avant que ces Etats cessent de considérer comme "immorales et répugnantes" des sanctions punitives visant à éliminer un système qu'ils reconnaissent publiquement comme "inacceptable sur les plan moral et politique"? Combien encore doivent mourir?

La gravité de la situation en Afrique du Sud place au premier plan la question de l'indépendance de la Namibie. Voilà un autre exemple frappant qui montre que les Etats Membres n'ont pas la volonté politique pour l'application des résolutions des Nations Unies. La majorité écrasante des membres de la communauté internationale est persuadée que le régime sud-africain ne négociera jamais de bonne foi l'indépendance de la Namibie.

M. Mahabir (Trinité-et-Tobago)

Les Nations Unies, au cours des premières années de leur existence, avaient agi rapidement face à l'agression pour établir une présence dans des endroits troublés du monde. Aujourd'hui même, l'Organisation entretient des forces de maintien de la paix dans différentes régions. Pourtant, nous constatons que l'on se refuse à prendre des mesures analogues dans un territoire qui relève directement des Nations Unies. Qui plus est, un plan a déjà été adopté par le Conseil de sécurité, dans sa résolution 435 (1978), pour assurer l'indépendance de la Namibie par l'organisation d'élections libres sous la supervision et le contrôle des Nations Unies, y compris la création du Groupe des Nations Unies pour la période de transition (GANUPT). Or, que voyons-nous? Un régime fantoche a été installé par l'Afrique du Sud raciste, et nous, les Membres de l'Organisation, semblons impuissants devant ce fait. Cela est une tache que nous devons nous hâter d'effacer sur le curriculum de l'Organisation en matière de décolonisation.

Dans d'autres régions du monde, la réticence croissante des Etats quand il s'agit de respecter les normes fondamentales des relations internationales a donné lieu à des conflits régionaux prolongés qui semblent de plus en plus tenaces. Le conflit tragique entre l'Iran et l'Iraq continue sans accalmie, décime la fine fleur de la jeunesse des deux nations, ravage des collectivités civiles innocentes et menace de s'étendre, créant ainsi une situation encore plus explosive. Il est urgent de régler pacifiquement ce conflit.

La situation au Moyen-Orient ne s'est pas améliorée; les tensions et l'instabilité vont croissant et menacent la paix et la sécurité internationales. Le problème s'est encore aggravé depuis que les forces de la FINUL font l'objet d'attaques. Cette dangereuse évolution de la situation risque d'avoir des conséquences incalculables sur les efforts de maintien de la paix de l'Organisation des Nations Unies. La FINUL doit pouvoir exercer son mandat au Sud-Liban conformément aux dispositions pertinentes du Conseil de sécurité.

Pour ce qui est du problème de la Palestine, mon gouvernement continue de penser que seule une solution négociée, qui respecte les droits de tous les Etats de la région à des frontières sûres et reconnaisse le droit des Palestiniens à une patrie, mènera à un dénouement juste et durable des problèmes de la région.*

* M. Herrenberg (Suriname), vice-président, assume la présidence.

M. Mahabir (Trinité-et-Tobago)

L'instabilité persistante en Amérique centrale continue d'être un sujet de grave inquiétude pour la région. Nous sommes persuadés que l'intensification du conflit armé ne pourra qu'aggraver la situation. Nous demandons par conséquent que le processus de négociation pacifique et le dialogue soient poursuivis et à cet égard mon gouvernement continue d'apporter son appui indéfectible au processus de paix de Contadora dans lequel nous voyons l'instrument le plus efficace d'assurer une paix durable dans cette région.

Trinité-et-Tobago persiste à croire que la base d'un règlement négocié en Afghanistan et au Kampuchea est le retrait de toutes les forces étrangères des deux pays. A cet égard, nous appuyons les efforts entrepris par les Nations Unies pour contribuer à un règlement des problèmes affectant ces pays. Nous faisons également nôtre l'idée qu'une solution pacifique du problème coréen et le relâchement des tensions ne sauraient résulter que de pourparlers directs entre les deux parties. Trinité-et-Tobago espère donc qu'un dialogue de fond entre la République démocratique populaire de Corée et la République de Corée reprendra bientôt et se poursuivra jusqu'à ce qu'une solution au problème soit trouvée.

En désignant 1986 comme "Année internationale de la paix", avec le thème "sauvegarder la paix et l'avenir de l'humanité", les Nations Unies ont reconnu non seulement que l'obtention d'une paix durable exige la contribution de chaque Etat, mais aussi qu'il est de la responsabilité de tous les Etats de les aider à préserver l'avenir de l'humanité en réduisant la menace de dévastation nucléaire. Cependant, les deux superpuissances portent une responsabilité toute spéciale pour mettre un terme à la course aux armements insensée et pour conclure des accords qui, en fin de compte, aboutiront à la limitation des armements et au désarmement nucléaire. Mon gouvernement exprime l'espoir qu'il se produira bientôt une amélioration considérable dans le climat et dans l'esprit de coopération entre les deux superpuissances pour que des progrès puissent être obtenus dans ces domaines.

L'importance primordiale du désarmement nucléaire ne devrait pas détourner notre attention de la question des armes classiques, dont la prolifération et le perfectionnement se sont soldés par des destructions et des souffrances indicibles au cours de conflits locaux et régionaux dans le monde en développement. L'expérience a montré que l'accumulation d'armes ne garantit pas la sécurité qu'elle prétend assurer, mais au contraire qu'elle exacerbe les tensions, qu'elle

M. Mahabir (Trinité-et-Tobago)

engendre la méfiance et précipite les conflits. Dans un monde de besoins matériels accrus et de ressources limitées, les progrès techniques réalisés par l'homme pourraient être mieux utilisés pour promouvoir le développement et pour éliminer la faim, les souffrances et la misère. Nous attendons avec impatience la convocation, en 1987, de la Conférence internationale sur la relation entre le désarmement et le développement qui, nous l'espérons, aboutira à une claire définition de tous les aspects de ce problème et élaborera des mesures propres à promouvoir le bien-être de tous les peuples.

On se rend de mieux en mieux compte des liens qui existent entre, d'une part, le développement, et d'autre part la paix et la sécurité. Cependant, ce qui est nécessaire, c'est la reconnaissance par les pays développés de ce que, dans un monde de plus en plus interdépendant, tous les pays devront se concerter afin de surmonter les déséquilibres et les inégalités structurelles de l'économie mondiale et du fait que les institutions multilatérales ont un rôle important à jouer pour atteindre cet objectif.

Le système économique mondial actuel qui, historiquement, a été structuré pour répondre aux besoins des nations industrialisées, continue de fonctionner au détriment des pays en développement. Ces pays, qui sont encore toujours, pour l'essentiel, producteurs de produits de base, ont maintenant à faire face non seulement à un effondrement sans précédent des prix de la quasi-totalité des produits de base, mais également aux conséquences économiques des changements fondamentaux qui se produisent dans la nature et la demande de matières dans les pays industrialisés. Les progrès techniques non seulement rendent possible le remplacement de nombreux produits de base des pays en développement par de nouvelles matières, mais également de nouvelles utilisations pour ces matières dans les processus auxquels les produits de base ne sauraient être facilement adaptés. Ces nouvelles matières sont déjà en train de remplacer des minéraux dont les économies de certains pays en développement sont tributaires pour pouvoir réaliser les améliorations tant souhaitées dans la condition économique et sociale de leurs peuples.

La chute récente dramatique et spectaculaire du prix du pétrole brut a eu un effet dévastateur sur la situation économique des pays producteurs de pétrole partout dans le monde, obligeant beaucoup d'entre eux à procéder à des ajustements

M. Mahabir (Trinité-et-Tobago)

draconiens dans leurs économies, afin de faire face à ces circonstances plus difficiles. En outre, bien que la baisse des prix du pétrole ait pu améliorer la position de la balance des paiements de certains pays en développement, ce bénéfice a été effacé dans une large mesure par une chute rapide dans les transferts de ressources financières et dans le niveau de l'aide accordée à des conditions de faveur.

Les pays développés eux-mêmes n'ont pas échappé aux effets de la baisse spectaculaire des prix du pétrole. Des villes et des régions entières, qui à un moment avaient prospéré, directement ou indirectement, grâce à l'industrie pétrolière, se sont trouvées confrontées à des problèmes économiques graves. Des affaires, des banques même, ont fait faillite; le chômage s'est accru; les activités officielles et autres ont été affectées de façon défavorable par la baisse des recettes. Par conséquent, il convient de reconnaître maintenant qu'une augmentation progressive des prix à des niveaux raisonnablement rémunérateurs, non seulement du pétrole mais aussi d'autres produits de base, est un élément essentiel de la reprise et de la stabilité de l'économie mondiale.

Les efforts déployés par les pays en développement pour réduire leur dépendance à l'égard des recettes tirées des produits de base, par la diversification de leurs économies et par la mise en place d'une base industrielle, ont été déjoués par la tendance croissante des pays développés de restreindre l'accès à leurs marchés à toute une gamme de produits manufacturés et semi-manufacturés. Ma délégation aimerait souligner que l'accès aux marchés des pays industrialisés reste crucial pour les perspectives de développement des pays en développement. Le récent accord intervenu à Punta del Este aux fins de tenir une nouvelle série de négociations commerciales multilatérales est par conséquent le très bienvenu. Nous espérons que cette nouvelle série aboutira à l'élimination des barrières et des restrictions protectionnistes qui entravent actuellement le commerce international.

Le bon fonctionnement du système commercial international est une condition nécessaire à la stabilité monétaire et financière. La décomposition de ce système s'est fait jour progressivement au fur et à mesure que le mauvais alignement des taux de change, les fortes fluctuations des mouvements de capitaux et l'échec général du régime des taux de change fluctuants n'ont pas réussi à rétablir la stabilité.

M. Mahabir (Trinité-et-Tobago)

Les pays à monnaies fortes doivent prendre davantage conscience de leur rôle et, plus important encore, de leurs responsabilités, étant donné les effets de leurs politiques intérieures sur le système économique international. Depuis trop longtemps, ces pays ont adopté des politiques qui ont empêché le bon fonctionnement du système économique international.

On se rend de mieux en mieux compte que la coordination et l'harmonisation des intérêts sont cruciaux à la cohésion, à la viabilité et à la vitalité à long terme du système économique international. L'année dernière, des signes se sont manifestés d'un nouvel engagement en faveur de politiques orientées vers la croissance, de taux d'intérêt plus bas, d'un réalignement des monnaies et d'une coordination plus étroite des politiques nationales. Cependant, les sommets et les déclarations d'intention ne suffisent pas.

M. Mahabir (Trinité-et-Tobago)

Trinité-et-Tobago estime que les liens qui existent à l'intérieur du système international exigent que les dispositions actuelles soient améliorées et de nouveaux mécanismes trouvés afin de mobiliser la participation de tous les Etats. Ces mécanismes devraient permettre la reconnaissance pleine et entière de la réalité qu'est l'interdépendance. Les institutions financières internationales, notamment le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale, devraient jouer un rôle plus progressiste dans le système économique international. Ces institutions doivent être dotées de ressources financières suffisantes et de la souplesse voulue afin d'encourager la reprise de la croissance et des investissements et de relancer le processus de développement. C'est d'autant plus important qu'aujourd'hui, l'accès à des aides à des taux privilégiés et autres transferts de ressources financières est devenu de plus en plus difficile. Il est impérieux cependant que ces institutions, sans renoncer aux solutions à court terme, adoptent une démarche qui corresponde mieux aux besoins à long terme des pays en développement.

Il n'y a pas d'illustration plus frappante des inégalités et des déséquilibres du système économique international que le niveau extraordinaire de la dette extérieure des pays en développement, qui dépasse aujourd'hui les 700 milliards de dollars. Le facteur qui contribue le plus à la croissance inexorable et dramatique de la dette réside dans les taux d'intérêt exorbitants qui sont imposés unilatéralement. Toute nation débitrice se trouve ainsi dans le rôle d'un Sisyphe, encore plus écrasée aujourd'hui par une dette dont elle pensait la veille qu'elle était en diminution.

Les pays en développement, peinant du fait des rigoureuses mesures d'ajustement interne nécessaires pour s'acquitter de leurs engagements en matière de dette extérieure, se trouvent paradoxalement aujourd'hui en position d'être des exportateurs de capitaux vers les pays développés créditeurs. Si cette situation anormale devait persister, elle empêcherait la croissance et le développement des pays en développement et provoquerait une instabilité politique et économique dont l'effet se répercuterait dans la communauté internationale tout entière.

Cependant, l'ajustement des économies nationales et le rééchelonnement de la dette, s'ils constituaient une innovation, ne fourniraient pas une solution durable, ils ne permettraient qu'au système de passer d'une crise à l'autre.

M. Mahabir (Trinité-et-Tobago)

On semblait l'avoir compris en septembre dernier, lors de la réunion annuelle, à Séoul, de la Banque mondiale et du FMI, lorsqu'on a reconnu la nécessité d'une nouvelle approche d'ensemble concernant les problèmes de la dette extérieure. Trinité-et-Tobago appuiera donc tout effort ou initiative visant à promouvoir un dialogue intergouvernemental structuré auquel devraient participer les banques commerciales et les institutions financières internationales.

La diminution de l'activité économique dans les nations en développement a créé un certain nombre de problèmes humains graves. Dans la plupart des pays en développement, les jeunes représentent la plus grande partie de la population. Les occasions et les choix qui conviennent doivent s'offrir à leur énergie créatrice, leurs aspirations et leurs idéaux. Les économies en dépression offrent moins de possibilités aux jeunes et frustrant leurs potentialités. Seule une économie mondiale dynamique et en expansion et un système politique international ordonné peuvent permettre la pleine réalisation des espoirs et aspirations des générations futures.

L'Organisation des Nations Unies a un rôle crucial à jouer dans la solution des problèmes sociaux, politiques et économiques qui affligent la communauté internationale. Il est donc nécessaire d'en renforcer les structures et les mécanismes et de réexaminer constamment les programmes et activités de l'Organisation pour s'assurer qu'elle est à la hauteur des exigences d'une société mondiale en évolution constante tout en gardant son efficacité. Le rapport du Groupe des Dix-Huit a soulevé plusieurs questions fondamentales et délicates. Dans son rapport, le Groupe cherche à procéder à une évaluation franche des facteurs qui ont conduit notre organisation aux difficultés qu'elle traverse actuellement et énonce une série de mesures de grande portée qui pourraient indubitablement en accroître l'efficacité et l'intégrité.

Ma délégation participera pleinement, en temps voulu, aux délibérations sur les recommandations du Groupe. Cependant, nous voulons en appeler à la prudence. Dans la recherche des améliorations nécessaires, nous devons faire en sorte de ne pas affaiblir les structures et mécanismes que nous avons élaborés aux fins d'atteindre les objectifs de l'Organisation des Nations Unies. C'est dans cet esprit que la Trinité-et-Tobago abordera la recherche d'une efficacité financière et administrative accrue. Nous devons souligner que le processus de prise de

M. Mahabir (Trinité-et-Tobago)

décision de l'ONU ne doit pas être l'apanage de ceux qui cherchent à préserver leur prééminence politique et économique. Il doit concorder avec le principe de l'égalité souveraine de tous les Etats, principe qu'il doit pleinement reconnaître.

Des temps difficiles nous attendent. Lorsqu'on aborde la question de la responsabilité de l'Organisation des Nations Unies quant au maintien de la paix et de la sécurité internationales, il est devenu à la mode d'affirmer que l'Organisation doit être rendue plus efficace si l'on veut en maintenir la crédibilité. Nous devons cependant reconnaître que c'est nous, Etats Membres, qui sommes l'Organisation des Nations Unies. La responsabilité de l'efficacité de l'Organisation incombe à chacun d'entre nous. C'est dans l'exercice de cette responsabilité collective que peuvent être accrues la force et l'efficacité de l'Organisation. C'est à la force et l'efficacité des Nations Unies que les Etats, notamment les petits Etats, s'en remettent pour garantir et protéger leur souveraineté et leur indépendance. Les Etats Membres doivent donc se conformer aux obligations nées de la Charte, observer scrupuleusement les principes fondamentaux des relations internationales et respecter sans réserve l'égalité et la souveraineté de tous les membres de notre communauté internationale. Sinon, le système des Nations Unies s'affaiblira et s'effondrera, des intérêts étroits, fondés sur la force, deviendront primordiaux et l'anarchie et le chaos régiront alors le monde.

L'année dernière, la session extraordinaire qui commémorait le quarantième anniversaire de l'Organisation nous avait fort opportunément donné l'occasion de faire une pause dans nos délibérations annuelles à l'Assemblée afin de réfléchir à nos réussites et à nos échecs. Ce fut une pause salutaire qui aurait dû à la fois rafraîchir et revigorer notre organisation, car elle nous a permis de tirer encouragement et inspiration de nos réussites, et de tirer les leçons des échecs, dans la perspective des grandes tâches qui nous attendent encore.

Alors que nous approchons du XXI^e siècle, nos esprits et nos yeux ne doivent pas rester tournés vers le passé. Au contraire, tirons les leçons et l'expérience du passé et, plus que jamais conscients de l'énorme responsabilité que l'Histoire nous a confiée en tant que Membres de l'Organisation, allons de l'avant avec confiance mais humilité grâce à nos efforts qui visent à façonner un monde meilleur, plus brillant et plus sûr pour l'humanité, et notamment notre jeunesse à qui nous devons, en temps voulu, passer le flambeau pour la préservation de la planète, le bien-être et le progrès de nos peuples.

M. KOROMA (Sierra Leone) (interprétation de l'anglais) : J'ai le grand honneur, au nom de la délégation de la Sierra Leone, d'exprimer au Président nos félicitations à l'occasion de son élection à la présidence de la quarante et unième session de l'Assemblée générale. Convaincus de l'attachement de son grand pays, le Bangladesh, aux nobles idéaux de l'Organisation, et étant donné ses qualités personnelles d'homme d'Etat et de diplomate éminent, nous sommes certains qu'il dirigera les délibérations de la quarante et unième session avec succès.

Nous voudrions également exprimer nos plus vifs remerciements à son éminent prédécesseur, S. Exc. M. Jaime de Piniés, de l'Espagne, qui a dirigé avec succès la quarantième session, session historique et véritablement mémorable.

Au moment où l'Organisation entre dans la cinquième décennie de son existence, nous continuons d'être confrontés à des menaces constantes à la paix et à la sécurité internationales. L'accroissement incessant des énormes arsenaux d'armes nucléaires et classiques, la persistance du terrorisme à l'intérieur des Etats et par-delà les frontières, l'agression entre Etats à l'aide d'un armement sophistiqué et de forces massives, et la polarisation continue du monde en blocs idéologiques et militaires ne cessent d'élargir le spectre d'un monde dangereux, au bord de la catastrophe. En dépit d'innombrables discours et des nombreuses résolutions de cette Assemblée, la paix demeure un rêve et un faible espoir pour les peuples de l'Amérique centrale, de certaines parties de l'Afrique, du Kampuchea, de l'Afghanistan et du Moyen-Orient. Pour beaucoup, la poursuite d'intérêts nationaux égoïstes demeure la pierre angulaire d'une politique et d'un comportement international qui sont contraires aux principes de notre organisation, aux appels et supplications de l'humanité concernée et des simples principes moraux de tout comportement.

A l'heure actuelle, nulle part ailleurs ces principes moraux ne sont davantage violés qu'en Afrique du Sud; nulle part ailleurs la conscience de l'humanité n'est plus sollicitée; nulle part ailleurs ne se ressent davantage la nécessité de prendre d'urgence des mesures. La tragédie de l'Afrique du Sud se perpétue avec une constance douloureuse. Jamais, tout au long de l'histoire politique du monde, un régime ne s'est montré aussi totalement impitoyable et insensible aux droits et aux besoins fondamentaux de la majorité de ses citoyens.

M. Koroma (Sierra Leone)

En raison du caractère délicat et de l'importance de cette question et de l'urgence croissante avec laquelle la communauté internationale doit maintenant traiter avec l'Afrique du Sud, qu'il me soit permis de m'étendre quelque peu sur cette question.

Le caractère maléfique du régime sud-africain est dépeint de façon saisissante dans le rapport du Groupe de personnes éminentes du Commonwealth sur l'Afrique du Sud, qui a fait la remarque suivante à propos de l'apartheid :

"En tant qu'instrument de manipulation des structures sociales, il est effrayant dans sa cruauté. Créé par la force, il ne se maintient que par la force, engendrant la misère, la frustration et la privation pour des millions de personnes."

Si une grande partie du monde est d'accord quant au caractère odieux de ce régime, il existe un certain désaccord quant à savoir de quelle façon il convient de traiter avec lui. Etant donné l'aversion avérée de l'Afrique du Sud pour la raison, et ce durant plusieurs décennies de négociations menées avec ce pays, la grande majorité de la communauté internationale est désormais fermement convaincue que l'une des quelques options qui s'offrent encore pour mettre fin à l'apartheid et aux atrocités qu'il incarne est l'imposition de sanctions efficaces, complètes et obligatoires contre ce régime.

Il est cependant regrettable qu'après plusieurs années d'efforts intenses de la part de la communauté internationale, la lutte contre l'apartheid n'en soit toujours qu'à l'état de fermentation, moins en raison de la résistance évidente de l'Afrique du Sud aux pressions internationales que de l'existence d'une conspiration apparente au sein d'une partie de la communauté internationale qui, pour des raisons essentiellement cyniques, a, directement ou indirectement, sapé ces pressions.

Ces collaborateurs de l'apartheid ont invoqué toutes sortes de raisons pour justifier leur refus de s'acquitter des obligations qui leur incombent aux termes de la Charte et en tant qu'êtres humains. On nous a dit, par exemple, que l'imposition de mesures globales contre l'Afrique du Sud est immorale étant donné que ces sanctions entraînent des souffrances pour la population, et en particulier pour la population noire, et que de toute façon des sanctions ne sauraient amener les changements politiques souhaités en Afrique australe, l'histoire ayant montré

M. Koroma (Sierra Leone)

qu'elles étaient inefficaces dans ce cas particulier. A d'autres moments, on nous dit que l'Afrique du Sud s'est d'ores et déjà engagée dans un processus de changement politique important et que les sanctions ne feraient que saborder ce processus.

Il n'aurait guère valu la peine que je consacre mon temps et mes efforts à essayer de réfuter ces arguments fallacieux s'ils n'avaient concerné que les éléments marginaux traditionnels de toute société. Dans le cas présent, il convient de faire remarquer que quels que soient les effets néfastes que des sanctions puissent avoir sur le peuple opprimé de l'Afrique du Sud, ces effets seraient bien pâles comparés au caractère immoral de l'apartheid. Par conséquent, préférer l'immoralité de l'apartheid à la prétendue immoralité des sanctions serait non seulement absurde de la part du peuple sud-africain sur le plan de la logique mais ne saurait se défendre sur le plan moral. Comme on pouvait s'y attendre, le peuple opprimé de l'Afrique du Sud a montré tout le mépris que lui inspirait un raisonnement aussi fallacieux et un souci aussi hypocrite en appuyant à une majorité écrasante l'appel à l'adoption de sanctions, dont les effets, pour eux, ne risquent pas de changer grand-chose à l'existence de sous-hommes qui est déjà la leur.

Les effets des sanctions sur l'Afrique du Sud peuvent être évalués par la paranoïa avec laquelle le Gouvernement sud-africain a réagi à la question et par le mécanisme sophistiqué qu'il élabore actuellement pour tourner les sanctions. Récemment, le Ministre sud-africain de la main-d'oeuvre, Pieter du Plessis, a lancé à l'archevêque Desmond Tutu ce qu'il a appelé un avertissement amical, en déclarant que ses appels à l'adoption de sanctions contre l'Afrique du Sud frisaient la "haute trahison". Il y a peu de temps, le directeur de la South African Reserve Bank, M. Gerhard Kock, faisant état de sorties de capitaux de l'Afrique du Sud se chiffrant à un milliard de dollars durant les six premiers mois de l'année, a expliqué que les menaces perceptibles de sanctions économiques accrues et les nouvelles faisant état de troubles sociaux persistants étaient les causes essentielles de cette fuite de capitaux.

Ceux qui s'efforcent de justifier l'apartheid en soutenant que les Africains d'Afrique du Sud et de Namibie vivent dans de meilleures conditions que leurs homologues vivant dans d'autres pays africains ne font que se leurrer eux-mêmes. Les autres, c'est-à-dire nous, savent très bien qu'en Namibie, par exemple, le

M. Koroma (Sierra Leone)

revenu par habitant des Blancs est évalué à plus de 8 000 dollars, alors que le revenu moyen des Africains, qui constituent 92 p. 100 de la population, n'est que de 188 dollars. Une étude menée récemment par la Carnegie Foundation révèle que c'est en Afrique du Sud que les cas de maladies dues à la malnutrition au sein de la population rurale sont les plus nombreux au monde et que le niveau de subsistance de près de la moitié de la population noire n'atteint pas le minimum. Par ailleurs, le journaliste sud-africain Donald Woods, dans une étude réalisée pour le secrétariat du Commonwealth, a calculé que la situation matérielle des Sud-Africains noirs est pire que celle des citoyens d'au moins 12 autres pays africains. Et tout cela se passe dans l'un des plus riches pays du monde.

M. Koroma (Sierra Leone)

Nous savons également que, en juillet de cette année, après qu'un tribunal sud-africain eut infirmé un décret imposé par le régime, le premier ministre Botha a simplement publié un décret annulant la décision du tribunal, réduisant à néant l'argument suivant lequel l'Afrique du Sud connaîtrait une liberté judiciaire sans parallèle dans le continent.

Ma délégation tient à réitérer sa conviction qu'il est maintenant nécessaire d'imposer des sanctions obligatoires globales contre l'Afrique du Sud. Je ne veux d'ailleurs pas sous-estimer l'ampleur des ressources qui seront nécessaires pour une telle entreprise, compte tenu de toute l'action qui sera nécessaire pour empêcher les activités visant à tourner les sanctions et de l'assistance appropriée que doit fournir la communauté internationale aux Etats de première ligne pour faire face aux représailles sud-africaines.

La Namibie présente un des exemples les plus flagrants de la violation en Afrique du Sud du droit international et de l'incapacité de l'Organisation à faire respecter dans les délais requis ses propres décisions. Outre cela, l'indépendance de la Namibie est aussi retardée par le couplage injustifiable de cette question et du retrait des forces cubaines d'Angola. Tous doivent maintenant se rendre compte que la présence des troupes cubaines en Angola relève de la décision souveraine du Gouvernement de l'Angola, qui est libre de former et de poursuivre sa propre politique étrangère indépendante et de façonner son propre destin. Le retrait des forces cubaines est une question du ressort des Gouvernements de l'Angola et de Cuba, et ce processus ne pourra être engagé que par l'application de la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité relative à la Namibie et l'élimination de la menace à la sécurité intérieure et extérieure de l'Angola. Entre-temps, la lutte de la Namibie pour son émancipation du colonialisme continuera sous la conduite de son seul représentant légitime, la South West Africa People's Organization (SWAPO), et avec l'appui des nations intéressées.

La question du Sahara occidental et l'impasse actuelle ne pourront être réglées que grâce à la négociation. Compte tenu de cela, nous lançons à notre tour un appel en faveur du retrait de toutes les troupes étrangères et d'un référendum sur le territoire, afin de permettre à la population du Sahara occidental de décider de son propre destin. A cet égard, nous réaffirmons notre appui à la résolution 40/50 de l'Assemblée générale relative au Sahara occidental en tant que processus approprié du règlement pacifique de ce problème.

M. Koroma (Sierra Leone)

L'impasse qui existe en ce moment dans le processus de paix au Moyen-Orient est la conséquence de l'agression contre le peuple palestinien et du déni de son droit à une patrie. Cette situation ne pourra continuer qu'au prix de la souffrance constante du peuple palestinien sous occupation et au risque de nouveaux conflits dans la région. Nous estimons que tout effort fondé sur l'obtention de concessions injustifiables du peuple palestinien ne laisse augurer aucun espoir de stabilité durable. De même, la politique suivant laquelle on permet à des Palestiniens non représentatifs de représenter l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), le seul représentant légitime du peuple palestinien, comme parties aux négociations est de courte vue et ne pourra qu'assombrir les possibilités de paix dans la région.

Avec la grande majorité de la communauté internationale, nous condamnons les pratiques israéliennes cruelles dans les territoires palestiniens occupés et demandons aux autorités d'occupation, pour leur sécurité, de bien comprendre et reconnaître qu'un voisin cruel et opprimant ne peut se faire aimer.

Ma délégation s'oppose à la présence de troupes étrangères au Kampuchea et regrette qu'on n'ait pas entendu les autres appels de l'Assemblée générale lancés dans de nombreuses résolutions et demandant le retrait complet des forces étrangères de ce pays.

Nous rendons maintenant hommage au Gouvernement de coalition du Kampuchea démocratique pour avoir fait avancer le processus de paix en présentant en mars de cette année un plan en huit points pour un règlement politique du problème kampuchéen.

En réaffirmant notre solidarité avec le peuple du Kampuchea dans sa lutte pour l'autodétermination, nous demandons aux autres parties au conflit de participer aux discussions en vue de la mise en oeuvre du plan de paix en huit points, qui a déjà reçu un appui considérable.

La solution de nombreux problèmes mondiaux actuels et le renforcement de la paix et de la sécurité ne peuvent être réalisés par des slogans passionnés, des déclarations pieuses et pharisaïques ou des résolutions lassantes restant le plus souvent lettre morte. Les peuples de l'Afrique du Sud, de la Namibie, du Sahara occidental, de l'Afghanistan, de la Palestine, du Kampuchea et des deux Corée - ces derniers devraient être assis parmi nous - en ont assez. Ils ont besoin d'actes et, alors que nous entamons la cinquième décennie de notre Organisation, nous

M. Koroma (Sierra Leone)

pouvons renforcer sa crédibilité en prenant des mesures décisives pour favoriser le règlement des crises qui menacent la paix, la sécurité et le progrès socio-économique. Mais nous constatons aujourd'hui que certains Etats, en défendant séparément leurs intérêts, ne font pas beaucoup pour assurer le succès de notre Organisation et pour faire progresser le reste de la communauté humaine.

Les problèmes de notre Organisation sont encore compliqués du fait qu'il y a un an seulement, après que nous avons réaffirmé notre foi en l'Organisation, celle-ci fait face à une situation financière grave. Le Secrétaire général a réagi courageusement et rapidement face à la crise, sur laquelle il a présenté un rapport, lequel a été examiné et suivi de mesures partielles en mai dernier lors de la reprise de la quarantième session de l'Assemblée générale. Ces mesures donnent le ton et la méthode appropriés pour les discussions détaillées et approfondies nécessaires à un diagnostic juste et à la solution des problèmes de l'Organisation.

Avec la même conviction, ma délégation reconnaît l'utilité du rapport du Groupe des Dix-Huit sur l'efficacité du fonctionnement administratif et financier des Nations Unies. Le rapport exige une étude approfondie pour qu'on puisse parvenir au plus large consensus possible au sujet de ces recommandations.

Il y a plus de 12 ans, l'Assemblée, troublée par les disparités croissantes entre les riches et les pauvres, avait proclamé un nouvel ordre économique international. Les hésitations et attermolements qui, depuis lors, ont accompagné son application ont sapé les efforts de notre institution visant à réduire le fossé grandissant. Plusieurs pays en développement, comme la Sierra Leone, restent particulièrement vulnérables aux forces économiques extérieures qui sont imprévisibles.

Nous vivons à une époque où il faut une réflexion soutenue, une analyse franche et honnête, ainsi que l'aide de toutes les ressources humaines et techniques, si nous voulons trouver des solutions à la crise économique sans précédent qui affecte encore nos nations.

Malgré des changements de perception radicaux dans les grands pays industrialisés, la situation socio-économique en Afrique reste précaire et troublante. Le fait que plusieurs gouvernements africains ont révisé leurs politiques et reformulé leurs stratégies et programmes ne devrait pas inciter la communauté internationale à la facilité. La crise actuelle est imputable essentiellement à un problème structurel fondamental qui ne peut être corrigé que par des programmes d'ajustement soutenus à long terme et orientés vers la croissance.

M. Koroma (Sierra Leone)

Cela exige plusieurs années d'une action cohérente, soutenue et bien coordonnée, organisée de façon appropriée, au niveau national, et recevant la coopération généreuse de la communauté internationale, et particulièrement l'appui des grandes institutions financières. En effet, le manque de liquidités et l'insuffisance des transferts de ressources dans les pays en développement ont contribué à des niveaux inquiétants de pauvreté et de privation. Nous ne doutons pas que certains des incidents traumatiques associés à la famine et aux pénuries alimentaires en Afrique sont essentiellement imputables aux contraintes fondamentales liées à l'insuffisance et à l'inexistence des transferts de ressources.

M. Koroma (Sierra Leone)

Quant à lui, mon gouvernement a adopté et poursuit des programmes visant à réhabiliter et à relancer l'économie. Pour accélérer l'exécution de ces programmes, mon gouvernement est allé très loin et a fait beaucoup de concessions afin de parvenir à certains arrangements avec le Fonds monétaire international et de s'entendre avec lui. Cela n'est pas facile. Cela fait également courir un risque d'instabilité à tout gouvernement qui essaie de fonctionner dans un cadre inacceptable pour la majorité de son peuple. En s'accommodant des conditions du FMI, on risque de saper la démocratie. Dans cet ordre d'idées, nous sommes d'avis que les grands pays industrialisés devraient avoir la clairvoyance d'offrir une assistance accrue, plus sûre, constante et efficace, qui ne soit pas assortie de conditions très dures dont l'imposition peut causer de graves difficultés. Pendant la session extraordinaire sur la situation économique critique en Afrique, qui s'est déroulée ici au printemps, on a identifié certains domaines d'action prioritaires, et nous sommes convaincus que la communauté internationale doit appuyer nos efforts pour parvenir à un développement significatif, efficace et auto-entretenu.

Les fonds requis pour appuyer et exécuter le programme d'action au cours des cinq prochaines années sont importants. L'Afrique en tout premier lieu, avec le soutien de la communauté internationale, doit renouveler son attachement à la relance et au développement économiques. A cet égard, une approche positive et bienveillante de la communauté internationale aux problèmes persistants et pénétrants de la dette extérieure peut avoir des effets significatifs sur les perspectives de développement futur.

Certains de nos partenaires dans le développement, en annulant des dettes importantes résultant de l'exécution de nos programmes d'investissement infrastructurel, ont montré la voie. Un allègement de la dette, judicieusement et opportunément appliqué, atténue les contraintes économiques et financières, offre aux bénéficiaires un certain répit et, bien exécuté, améliore les perspectives de relèvement et de redressement.

Au cours des ans, les Nations Unies ont résisté à l'épreuve du temps malgré des difficultés qui, par moments, ont défié l'utilité de leur existence. Mais il n'y a pas l'ombre d'un doute qu'elles sont devenues le seul moyen d'assurer la paix et la sécurité. Bien que les complexités des relations internationales rendent parfois la tâche de cette organisation insurmontable, grâce à la détermination,

M. Koroma (Sierra Leone)

l'habileté et la persévérance du Secrétaire général, des fonctionnaires et des Etats Membres de cette organisation, les succès atteints l'emportent sur les frustrations et les déceptions.

De même qu'aucune nation, si petite soit-elle, ne peut en une isolation splendide maîtriser son propre destin, aucune nation, si grande soit-elle, ne peut obliger toutes les autres à suivre ses diktats ou à embrasser ses convictions par une persuasion vigoureuse. Toutes les nations sont interdépendantes sur les plans politique, économique et stratégique. Les Nations Unies sont le garant de cette vérité éternelle. Une fois encore la délégation du Sierra Leone renouvelle solennellement sa foi dans les nobles idéaux proclamés dans la Charte des Nations Unies et s'engage à poursuivre ses efforts en faveur d'un monde pacifique, stable et progressif.

La séance est levée à 13 h 15.